CHAPITRE 2

CONCEPT, OBJECTIFS ET DÉFIS

Auteur principal :
Graeme L. Worboys

CONTENU

- Introduction
- Concept et objectifs
- Les catégories UICN de gestion
- Les systèmes d'aires protégées
- Situation de la couverture des aires protégées
- Autres types d'aires protégées et d'espaces de conservation
- Les défis des aires protégées
- Conclusion
- Lectures complémentaires
- Références
- Annexe 2.1 : Les publications clés de la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN

Convention sur la
diversité biologique

AUTEUR PRINCIPAL

GRAEME L. WORBOYS est vice-président de la Commission mondiale des aires protégées de l'Union internationale pour la conservation de la nature sur la connectivité et les montagnes et chercheur associé à la Fenner School de l'Université nationale australienne.

REMERCIEMENTS

Nos remerciements vont à Sue Feary, Penny Figgis, le professeur émérite Larry Hamilton, Ashish Kothari, Michael Lockwood et le professeur émérite Adrian Phillips qui ont grandement contribué à l'écriture de ce chapitre et de ses versions précédentes. Nous tenons aussi à remercier Ashish Kothari pour sa contribution à la partie sur les APAC.

CITATION

Worboys, G. L. Concept, objectifs et défis. In Worboys, G. L., Lockwood, M., Kothari, A., Feary, S., et Pulsford, I. (éd.). *Gouvernance et gestion des aires protégées*. Canberra : ANU Press, 2020. doi.org/10.22459/GGAP.02

PHOTO DE LA PAGE DE TITRE

Glacier Grey, parc national Torres del Paine, Chili

Source : Eduard Müller

Chutes d'Iguazú, parc national d'Iguazú, Brésil

Source : Eduard Müller

Introduction

Les aires protégées sont des espaces dédiés à la conservation de l'extraordinaire beauté et richesse de la Terre et à tous les avantages que cela procure à l'humanité – un patrimoine de plus de quatre milliards d'années qui, pour autant qu'on le sache, est unique dans notre univers. Ce patrimoine comprend des paysages grandioses, des animaux et plantes remarquables, des montagnes escarpées, des grottes spectaculaires, de vastes forêts, d'imposantes cascades, d'immenses lacs et zones humides, d'infinis déserts, des côtes vierges et d'impressionnants fonds marins. Il comprend aussi des paysages façonnés par des pratiques et traditions humaines ayant une grande valeur esthétique et culturelle.

Les aires protégées sont des fiertés nationales et sont appréciées par des visiteurs du monde entier. Elles sont essentielles au maintien d'écosystèmes et d'environnements sains, jouent un rôle clé dans la conservation de la biodiversité, fournissent de l'eau non polluée et de l'air pur, assurent la durabilité des cultures et des moyens de subsistance des communautés traditionnelles et autochtones, participent au développement durable via des activités de tourisme axées sur la nature et sont une barrière naturelle contre les changements climatiques. Elles jouent aussi un rôle important de conservation du patrimoine historique et culturel et protègent de nombreux sites historiques, particularités culturelles, sites d'importance spirituelle, sociale et historique. Elles sont généralement protégées, pour l'éternité, par les lois les plus élevées des nations qui les abritent.

Ce chapitre introduit le concept d'aire protégée : il le définit, ainsi que les différentes catégories dans lesquelles les aires protégées peuvent être classées, et explique les notions de gouvernance et de gestion. Il présente aussi d'autres espaces de conservation de la nature qui ne sont pas des aires protégées. La plupart des documents destinés à des formations sur les aires protégées élaborés par l'UICN depuis 1947 ont été recensés et sont listés dans une annexe de ce chapitre. Cette liste constitue une source importante pour les lecteurs et les chercheurs.

Concept et objectifs

La création et la gestion professionnelle des aires protégées constituent un phénomène récent qui s'est particulièrement développé au XXe et XXIe siècle, mais le concept d'aire protégée existe depuis des dizaines de milliers d'années. Il existe de très anciennes aires protégées qui assurent encore aujourd'hui leur rôle de conservation des milieux naturels, notamment grâce à leur caractère religieux. Par exemple, l'île d'Itsukushima près d'Hiroshima, au Japon, est un sanctuaire shintoïste depuis le VIe siècle. Sur cette île, les forêts sont sacrées et ont été protégées à la fois pour leur valeur intrinsèque et pour fournir du bois pour la fabrication des structures du sanctuaire (Stolton, 2010). Le mont Kailas au Tibet est considéré comme une montagne sacrée depuis le IVe siècle av. J.-C. et est vénéré et protégé par des bouddhistes, hindous, jaïns et bönpos, ce qui en fait la montagne « la plus sacrée au monde » (Bernbaum, 1990). À de nombreux autres endroits, les communautés ont géré leurs activités de façon à protéger les écosystèmes dans lesquelles elles évoluent.

Temple de Ta Promh, Angkor, Cambodge

Source : Graeme L. Worboys

Valeurs

Les valeurs sont essentielles pour définir le concept d'aires protégées. Ce sont ces valeurs qui mènent à la création de nouvelles aires protégées, qui aident à définir leurs priorités de gestion, et servent à évaluer leur état et leur évolution en réponse à des changements, des menaces et des évolutions de gestion (Lockwood, 2006). Les nombreuses valeurs des aires protégées, telles que leurs valeurs intrinsèques, matérielles et immatérielles sont décrites en détail dans le chapitre 6.

Concept

Les concepts actuels de conservation et d'aire protégée sont apparus à la fin du XIXe siècle en réponse aux changements rapides qui s'opéraient dans les anciennes colonies européennes et à la crainte de voir la nature, les espèces et les paysages de ces colonies disparaître (Stolton et Dudley, 2010).

Le mouvement conversationniste qui apparaît en Europe et en Amérique du Nord au XIXe siècle semble avoir trois origines (Holdgate, 1999:1) : 1) la redécouverte de la nature par le mouvement romantique ; 2) l'exploration scientifique du monde naturel ; et 3) l'effroi face à la disparition de certaines espèces sauvages, notamment

les oiseaux. Selon Jean-Jacques Rousseau, la nature est bonne et plus les gens en sont proches plus ils sont libres, heureux et honnêtes (Holdgate, 1999:3). Cette approche philosophique a contribué à créer une nouvelle vision de la relation de l'homme avec la nature en Europe occidentale. Cette vision fût reprise plus tard en Amérique du Nord par Ralph Waldo Emerson (Holdgate, 1999).

En 1810, le poète anglais William Wordsworth dit voir la région de Lake District, dans le nord-ouest de l'Angleterre comme « une sorte de propriété nationale que chaque homme qui a des yeux pour la voir et un cœur pour l'apprécier possède » (Holdgate, 1999:4), mots qui auraient plus tard inspiré les premiers défenseurs de l'environnement aux États-Unis (p. ex., John Muir) et en Grande-Bretagne. La vision de Wordsworth s'inscrit dans le contexte de la révolution industrielle, déjà bien avancée en Angleterre à l'époque. Dès les années 1830, l'idée selon laquelle la nature devait être protégée contre les ravages de l'industrie, de l'exploitation inconsidérée des ressources, de la pollution et de la croissance rapide des villes se développa en Europe. En 1858, lorsque Alexander von Humboldt publie « De l'origine des espèces », il est vu par beaucoup comme le principal instigateur de la conservation de la nature. Mais le succès croissant des idéologies de conservation est aussi dû à l'exploitation destructrice de la nature (massacre des bisons en Amérique du Nord, des éléphants en Afrique, des aigrettes et des mouettes pour l'industrie de la mode). Beaucoup de sociétés de protection des oiseaux et des animaux ont ainsi été créées à cette époque (Holdgate, 1999).

Au-delà de l'Europe, l'impact écologique de la conquête de l'Ouest et de la colonisation de l'Afrique, des Amériques, de l'Asie et de l'Australie a également conduit à la création d'aires protégées (Grove, 1995 ; Chape et al., 2008). Le continent américain fut un défenseur précurseur du concept d'aire protégée. En 1833, l'explorateur et artiste George Catlin vanta les vertus de l'Amérique « sauvage » (Brockman, 1959). Après avoir visité une contrée amérindienne en amont de la rivière Missouri, il écrivit :

« Et quelle somptueuse vision, aussi, que de (...) se les imaginer dans le futur, leur beauté et leur nature immaculées protégées par un superbe parc. (...) Le parc d'une nation, protégeant l'homme et la bête dans l'état sauvage et la fraîcheur de leur beauté naturelle. » (Catlin, 1844)

Dans une autre colonie britannique, à l'autre bout du monde, en Australie, la pensée conversationniste émerge à la même époque. En 1842, le gouverneur de

Flamants, parc national de Celestún, Mexique

Source : Eduard Müller

la Nouvelle-Galles-du-Sud reconnut l'importance du bunya-bunya (*Araucaria bidwillii*) pour les peuples autochtones et publia un décret spécial interdisant la délivrance de permis de coupe pour toutes les forêts tropicales au nord de Brisbane où l'on trouvait cette espèce (Worboys et al., 2005). Il s'agit là d'un décret de conservation respectant les valeurs et les besoins des autochtones australiens. En 1866, la réserve des grottes de Jenolan fut créée, en Nouvelle-Galles-du-Sud, afin de protéger ces incroyables grottes calcaires d'éventuels actes de vandalisme (Finlayson et Hamilton-Smith, 2003). En 2014, cette même réserve fut incluse dans le site du patrimoine mondial de la région des montagnes Bleues.

Deux grandes visions de la conservation émergent en Californie entre 1908 et 1913, pendant la controverse sur la construction de barrages dans la vallée d'Hetch Hetchy : la vision « préservationniste » de John Muir, basée sur un respect religieux de la nature et sur l'idée selon laquelle cette dernière est un antidote au développement, et la vision « utilitariste » de la conservation proposée par Gifford Pinchot suggérant d'exploiter la nature

Bien du patrimoine mondial de la région des montagnes Bleues, Australie

Source : Graeme L. Worboys

raisonnablement et d'y « investir » pour une éventuelle utilisation future. Ce débat a influencé la création d'un mouvement international de conservation : « Barrage de Hetch Hetchy ! Tant que vous y êtes, construisez des barrages sur les cathédrales et les églises, car il n'existe pas de temple plus sacré aux yeux des hommes » (Muir, 1912).

Le concept d'aire protégée se propage petit à petit au XXe siècle et de nouvelles aires se créent au XXIe siècle. Les événements historiques importants relatifs aux aires protégées après la Seconde Guerre mondiale sont référencés dans le tableau 2.1.

Tableau 2.1 Quelques événements importants dans l'histoire des aires protégées

Date	Événement
1948	Création de l'Union internationale pour la protection de la nature (UIPN), première organisation mondiale de protection de la nature. Elle est alors basée à Bruxelles.
1956	L'UIPN change de nom et devient l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).
1958	Création de la Commission internationale des parcs nationaux de l'UICN
1962	La première liste d'aires protégées des Nations Unies est préparée par l'UICN.
1962	Première conférence mondiale sur les parcs nationaux, à Seattle, aux États-Unis
1969	La notion de parc national est officiellement définie lors de l'assemblée générale de l'UICN à New Delhi.
1970	Création du Programme de l'Homme et la biosphère de l'UNESCO
1971	Adoption de la Convention de Ramsar sur les zones humides à Ramsar, en Iran
1972	Adoption de la Convention du patrimoine mondial
1972	Deuxième Conférence mondiale sur les parcs nationaux, dans le Parc national de Yellowstone, aux États-Unis
1973	Adoption de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
1975	La Commission internationale des parcs nationaux de l'UICN devient la Commission des parcs nationaux et des aires protégées (CPNAP).
1980	Préparation de la « Stratégie mondiale de la conservation » par l'UICN, le Fonds mondial pour la nature (WWF) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
1981	Le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du PNUE (CMSC-PNUE), basé à Cambridge, s'engage à collecter et classer des données sur les aires protégées, en partenariat avec l'UICN.
1982	Troisième Congrès mondial sur les parcs nationaux, à Bali, en Indonésie
1987	Publication du rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (<i>Notre avenir à tous</i>) sur le développement durable
1988	L'UICN définit ce qu'est une aire marine protégée.
1990	Publication du premier rapport du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)
1991	Préparation du document <i>Sauver la Planète – Stratégie pour l'Avenir de la Vie</i> par l'UICN, le WWF et le PNUE
1992	Préparation d'une étude en quatre volumes sur les systèmes d'aires protégées du monde par le CMSC-PNUE, en collaboration avec le CPNAP-UICN
1992	Quatrième Congrès mondial sur les parcs nationaux et les aires protégées à Caracas, au Venezuela
1992	Adoption de la Convention sur la diversité biologique, symbole de la reconnaissance de la nécessité de conserver la biodiversité et du rôle essentiel des aires protégées à cet égard
1992	La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est finalisée.
1994	Publication des lignes directrices de l'UICN sur les catégories de gestion
1996	Le CPNAP devient la Commission mondiale des aires protégées (CMAP).
2000	Publication des objectifs du Millénaire pour le développement dans lesquels est mentionnée l'importance du développement durable.
2000	Conservation International identifie ses points chauds de biodiversité.
2001	Le WWF identifie les écorégions du monde.
2003	Cinquième Congrès mondial sur les parcs de l'UICN à Durban, en Afrique du Sud
2004	Accord sur le Programme de travail sur les aires protégées lors de la Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique
2008	Accord sur une nouvelle définition des aires protégées, des catégories de gestion de l'UICN et des types de gouvernance lors du Congrès mondial de la nature de Barcelone
2008	Une version améliorée de la Base de données mondiale sur les aires protégées (WDPA) est mise en ligne
2010	Lancement du Plan stratégique de la CDB pour 2011-2020 et appel à la création de plus d'aires protégées accompagnées d'une meilleure connectivité, d'un système de gestion efficace et prenant en compte les besoins des hommes
2010	La CMAP-UICN travaille sur des « solutions naturelles » insistant sur l'importance des aires protégées pour la lutte contre les changements climatiques
2011	Préparation, par le Centre du droit de l'environnement de l'UICN et la CMAP, de lignes directrices pour la législation des aires protégées
2014	Le Programme pour la biodiversité et la gestion des aires protégées (BIOPAMA) est entrepris par l'UICN pour répondre aux menaces contre la biodiversité dans les pays d'Afrique, des caraïbes et du Pacifique tout en réduisant la pauvreté des communautés dans et autour des aires protégées

Source : adapté de Worboys (2014)

Les lecteurs particulièrement intéressés par l'histoire de la conservation, des aires protégées et de l'UICN pourront lire le très bon livre de Martin Holdgate, *The Green Web* (1999).

Le concept d'aire protégée a grandement profité de l'évolution de la réflexion et des débats après 1945, période au cours de laquelle ces espaces gagnent en importance. Les aires protégées actuelles sont des terres et des mers dont les hommes reconnaissent les valeurs naturelles, écologiques, sociales et culturelles, et pour lesquelles ils prennent des mesures de protection sur le long terme. Ce concept a une valeur intergénérationnelle et repose sur le soutien des communautés, sur les règles coutumières et/ou la loi et sur une gestion active du territoire de l'aire protégée. Il peut s'appliquer à de très petites ou à de très grandes aires, à des espaces fragiles qu'il faut gérer avec grande précaution, à des zones qui assurent la pérennité des communautés et à des lieux qui sont visités pour leur beauté naturelle exceptionnelle.

Objectifs

Les aires protégées sont le principal outil de conservation de la biodiversité sur Terre (ainsi que de son patrimoine naturel et culturel). Ce rôle de conservation de la biodiversité est officiellement reconnu par 168 États-nations depuis 1992, date à laquelle il est inscrit dans l'article 8 de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Au XXI^e siècle, presque tous les États ont reconnu le concept d'aire protégée qui fait maintenant partie intégrante de presque toutes les stratégies nationales et internationales de conservation d'aires terrestres et marines reconnues comme des espaces cruciaux pour la protection des écosystèmes naturels, pour servir de refuges à certaines espèces et pour maintenir des processus écologiques qui ne pourraient pas exister

dans des zones gérées de manière intensive telles que les zones agricoles ou urbaines (Dudley, 2008). Les aires protégées aident à protéger la nature, ce qui inclut la biodiversité au niveau génétique, et au niveau des espèces et des écosystèmes, ainsi que la géodiversité composée du patrimoine géologique de l'espace concerné, de ses reliefs, paysages, sols et ressources en eau. Le patrimoine culturel des aires protégées peut également être une cible de conservation, car son statut et sa gestion ne sont pas incompatibles avec l'objectif premier de l'aire qu'est la conservation de la biodiversité (Dudley, 2008). Dans un souci de concision, lorsque nous emploierons le terme « conservation de la biodiversité » dans ce livre, il faudra comprendre que les services écosystémiques, la géodiversité et le patrimoine culturel sont inclus. La définition de cet objectif plus large permet maintenant de définir le terme « aire protégée ».

Parc national d'Uluru-Kata Tjuta, bien du patrimoine mondial de l'UNESCO, Australie

Source : Graeme L. Worboys

Définition

Une aire protégée est définie par l'UICN comme « un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés » (Dudley, 2008:8).

Chaque mot et chaque expression de cette définition a son importance et a un sens très précis. Une explication de chacun de ses termes est fournie ici par Nigel Dudley, de l'UICN (Dudley, 2008:8-9) (tableau 2.2).

Tableau 2.2 Détails de la définition d'aire protégée

Mot ou expression	Explication
Espace géographique clairement défini	<i>Espace géographique</i> : inclut les aires terrestres, marines et côtières, les aires d'eau douce ou une combinaison des deux ou plusieurs d'entre elles. <i>Espace</i> : ceci implique trois dimensions et peut inclure l'espace aérien au-dessus d'une aire protégée, une certaine profondeur d'eau sous terre ou au-dessus du fond de l'espace aquatique et des zones situées sous la surface terrestre (telles que les grottes). <i>Clairément défini</i> : implique une aire définie dans l'espace avec des limites reconnues et marquées.
Reconnu	La protection peut inclure toute une gamme de types de gouvernance déclarés par la population ou définis par l'État, mais de tels sites doivent être reconnus d'une certaine façon (en particulier en étant inscrit sur la liste de la Base de données mondiale sur les aires protégées – WDPA).
Consacré	Implique un certain engagement contraignant pour la conservation à long terme passant, par exemple, par des conventions et accords internationaux, des lois nationales, provinciales et locales, le droit coutumier, l'engagement d'ONG, des fiducies privées et des politiques des sociétés, des programmes de certification.
Géré	Ceci suppose certaines démarches actives pour conserver les valeurs naturelles (et éventuellement autres) pour lesquelles l'aire protégée a été créée ; notons que « géré » peut inclure la décision de laisser l'aire intacte s'il s'agit de la meilleure stratégie de conservation.
Par tout moyen efficace, juridique ou autre	Les aires protégées doivent faire l'objet d'une publication dans un journal officiel, être reconnues par une convention ou un accord international, ou encore être gérées par d'autres moyens efficaces, mais non inscrits dans la loi écrite, comme les réglementations traditionnelles reconnues selon lesquelles fonctionnent les aires du patrimoine communautaire ou les politiques d'organisations non gouvernementales établies.
Afin d'assurer	Ceci implique une certaine efficacité de la gestion.
À long terme	Les aires protégées doivent être gérées dans la durée et non selon une stratégie de gestion temporaire.
La conservation	Dans le contexte de cette définition, la conservation fait référence au maintien in situ d'écosystèmes et d'habitats naturels et semi-naturels et de populations viables d'espèces dans leurs environnements naturels et, dans le cas d'espèces domestiquées ou cultivées, dans l'environnement où elles ont développé leurs propriétés distinctives.
De la nature	Dans ce contexte, le terme « nature » fait toujours référence à la biodiversité aux niveaux génétique, de l'espèce et de l'écosystème et aussi, souvent, à la géodiversité, au modelé et à d'autres valeurs naturelles plus générales.
Et les services écosystémiques qui lui sont associés	Ceci signifie les services de l'écosystème qui sont liés, mais n'interfèrent pas avec les objectifs de la conservation de la nature. Ils peuvent comprendre des services d'approvisionnement (eau, nourriture, etc.) ; des services de régulation (des inondations, des sécheresses, de la dégradation des sols, des maladies, etc.) ; des services de soutien (formation des sols, le cycle des nutriments, etc.) ; et des services culturels (avantages récréatifs, spirituels, religieux et autres avantages non matériels).
Valeurs culturelles	Ceci inclut les valeurs qui n'interfèrent pas avec la conservation.

Source : Dudley (2008:8-9)

Les catégories UICN de gestion des aires protégées

L'UICN a développé un système internationalement accepté qui comprend six catégories d'aires protégées (Dudley, 2008). Chaque aire protégée est associée à une catégorie en fonction de son principal objectif de gestion. Cette catégorisation constitue un langage commun permettant de distinguer les grands types de gestion des aires protégées, de les décrire et de les utiliser dans le cadre de travaux. Elle est bien sûr critiquée, car de nombreux États ont défini leurs propres catégories d'aires protégées

telles que les « parcs de conservation », « réserves de conservation », « zones de protection », « réserves de flore », « réserves forestières », « terres autochtones », « réserves de conservation du karst », « parcs nationaux », « parcs naturels », « réserves naturelles » et de nombreuses autres.

Les six catégories de l'UICN sont basées sur les principaux objectifs de gestion, clairement définis, des aires protégées. Le langage commun qu'elles créent assure la cohérence, à l'échelle internationale, de la collecte des données et rend possible l'analyse comparative des aires protégées du monde entier. Pour mieux cerner

Khatunsky Zapovednik, une aire protégée de catégorie Ia, près de Ust Koksa, République de l'Altai, Russie

Source : Graeme L. Worboys

ces six catégories, il est nécessaire de les définir et de les différencier. Mais avant cela, notons qu'il existe un certain nombre de principes et objectifs fondamentaux qui sont communs à toutes les aires protégées.

Principes

Analyser les principes de base des catégories d'aires protégées aide à comprendre exactement ce que l'UICN entend par « aires protégées » et à renforcer le sens de ses catégories. En cohérence avec la définition de l'UICN d'une aire protégée, les principes clés des catégories de l'UICN sont :

- seuls les espaces dont l'objectif principal est la conservation de la nature sont considérés comme des aires protégées ;
- les aires protégées doivent prévenir l'apparition de toute exploitation ou pratique de gestion qui serait préjudiciable à leurs objectifs ou y mettre fin, si nécessaire ;
- le choix de la catégorie d'une aire protégée doit être basé sur son principal objectif de gestion ;
- la catégorisation des aires protégées n'a aucune valeur hiérarchique ;

- une catégorie de gestion peut être associée à tout type de gouvernance et vice versa ;
- les aires protégées doivent en général chercher à préserver ou, idéalement, à accroître le caractère naturel des écosystèmes qu'elles protègent ;
- la définition et les catégories d'aires protégées ne doivent pas être utilisées pour justifier la dépossession des terres des habitants (Dudley, 2008:10).

Objectifs

Les objectifs de gestion communs à toutes les catégories d'aires protégées sont les suivants :

- conserver la composition, la structure, la fonction et le potentiel évolutif de la biodiversité ;
- contribuer aux stratégies régionales de conservation ;
- préserver la diversité du paysage ou de l'habitat, et des espèces et écosystèmes associés ;
- être suffisamment grandes pour garantir l'intégrité et le maintien à long terme des objectifs de conservation spécifiés ;
- préserver à jamais les valeurs pour lesquelles elles ont été créées ;
- suivre un plan de gestion et un programme de suivi et d'évaluation afin de faire évoluer leur gestion si nécessaire ;
- posséder un système de gouvernance clair et équitable (Dudley, 2008:12).

Les catégories d'aires protégées de l'UICN

Les six catégories de l'UICN sont présentées et définies individuellement ci-dessous. L'objectif principal de chaque catégorie est également détaillé. Elles sont essentielles à l'efficacité de la gestion des aires protégées et doivent être utilisées le plus souvent possibles, quelles que soient les caractéristiques des aires protégées concernées et le contexte dans lequel elles évoluent.

Catégorie Ia : réserve naturelle intégrale

Les réserves naturelles intégrales sont des outils de conservation des écosystèmes, des espèces et de la géodiversité et peuvent être des sites importants pour la recherche scientifique, la surveillance continue de l'environnement et l'éducation. Elles peuvent également être des espaces importants pour la conservation de valeurs culturelles et spirituelles associées à la nature. Les réserves de catégorie Ia sont essentielles au XXI^e siècle, époque à laquelle les zones vierges d'activités humaines sont de plus en plus rares. Elles aident à protéger un

Parc national des lacs de Plitvice, bien du patrimoine mondial de l'UNESCO, Croatie

Source : Graeme L. Worboys

patrimoine naturel rare qui serait autrement perdu et elles fournissent une base de référence pour la surveillance continue de l'environnement à long terme ainsi que pour la protection de ressources naturelles et de services écosystémiques.

Définition

La catégorie Ia contient des aires protégées qui sont mises en réserve pour protéger la biodiversité et aussi, éventuellement, des caractéristiques géologiques/géomorphologiques, où les visites, l'utilisation et les impacts humains sont strictement contrôlés et limités pour garantir la protection des valeurs de conservation. Ces aires protégées peuvent servir d'aires de référence indispensables pour la recherche scientifique et la surveillance continue (Dudley, 2008:13).

Objectif premier

L'objectif premier des aires protégées de catégorie Ia est de conserver les écosystèmes exceptionnels au niveau régional, national ou mondial, les espèces (individuelles ou en groupes) et/ou les caractéristiques de la géodiversité. Ces caractères distinctifs auront été

formés principalement ou entièrement par des forces non humaines et seraient dégradés ou détruits par tout impact humain, sauf très léger. (Dudley, 2008:13).

Catégorie Ib : zone de nature sauvage

Les zones de nature sauvage aident à protéger des écosystèmes intacts ou légèrement altérés et permettent donc à l'évolution de continuer à opérer de manière aussi naturelle que possible. Les visites y sont autorisées en nombre limité et les peuples nomades peuvent y faire paître leur bétail.

Définition

Les aires protégées de la catégorie Ib sont généralement de vastes aires intactes ou légèrement modifiées, qui ont conservé leur caractère et leur influence naturels, sans habitations humaines permanentes ou significatives, qui sont protégées et gérées afin de préserver leur état naturel (Dudley, 2008:14).

Objectif premier

Leur objectif premier est de protéger à long terme l'intégrité écologique d'aires naturelles qui n'ont pas été modifiées par des activités humaines importantes, dépourvues d'infrastructures modernes, et où les forces et les processus naturels prédominent, pour que les générations actuelles et futures aient la possibilité de connaître de tels espaces (Dudley, 2008:14).

Catégorie II : parc national

Les parcs nationaux sont des espaces très étendus au sein desquels les processus écologiques, incluant l'évolution naturelle, peuvent perpétuer sans interférence humaine. Ils contribuent à la préservation de phénomènes naturels remarquables, de divers paysages, d'un riche héritage géologique, d'une biodiversité comprenant des espèces particulièrement importantes, des services écosystémiques et d'un important héritage culturel. Ils peuvent parfois constituer le cœur d'un plus large espace dédié à la conservation. Ils peuvent être connus au niveau international pour la beauté de leurs paysages, leurs remarquables phénomènes naturels et la singularité des espèces qui les peuplent ; on y trouve généralement des infrastructures et services d'accueil pour les visiteurs.

Définition

Les aires protégées de la catégorie II sont de vastes aires naturelles ou quasi naturelles mises en réserve pour protéger des processus écologiques de grande échelle, ainsi que les espèces et les caractéristiques des écosystèmes de la région, qui fournissent également une base pour des opportunités

de visites de nature spirituelle, scientifique, éducative et récréative, dans le respect de l'environnement et de la culture des communautés locales (Dudley, 2008:16).

Objectif premier

L'objectif premier des aires protégées de catégorie II est de protéger la biodiversité naturelle ainsi que la structure écologique et les processus environnementaux sous-jacents, et de promouvoir l'éducation et les loisirs (Dudley, 2008:16).

Catégorie III : monument ou élément naturel

Les monuments ou éléments naturels sont généralement des aires de taille réduite centrées sur un ou plusieurs élément(s) naturel(s) et les écosystèmes qui y sont associés. Elles peuvent inclure des éléments tels que des falaises, des chutes d'eau, des grottes, des zones boisées et peuvent aussi être des sites culturels importants tels que des sites sacrés. Les visites de ces aires protégées peuvent être encouragées.

Définition

Les aires protégées de la catégorie III sont mises en réserve pour protéger un monument naturel spécifique, qui peut être un élément topographique, une montagne ou une caverne sous-marine, une caractéristique géologique telle qu'une grotte ou même un élément vivant comme un îlot boisé ancien. Ce sont généralement des aires protégées assez petites et elles ont souvent beaucoup d'importance pour les visiteurs (Dudley, 2008:17).

Objectif premier

Les aires protégées de catégorie III cherchent à protéger des éléments naturels exceptionnels spécifiques ainsi que la biodiversité et les habitats associés (Dudley, 2008:17).

Catégorie IV : aire de gestion des habitats ou des espèces

Les aires de gestion des habitats ou des espèces aident à protéger des espèces animales ou végétales d'importance internationale, nationale ou locale ainsi que des habitats clés. Elles peuvent être petites, mais leur taille varie. Elles comprennent parfois des fragments d'un écosystème seulement et peuvent donc requérir une gestion plus active et régulière que celle des catégories I et II.

Définition

Les aires protégées de la catégorie IV visent à protéger des espèces ou des habitats particuliers, et leur gestion reflète cette priorité. De nombreuses aires protégées de la catégorie IV ont besoin d'interventions régulières et actives pour répondre aux exigences d'espèces particulières ou pour maintenir des habitats, mais cela n'est pas forcément le cas de toutes les aires de cette catégorie (Dudley, 2008:19).

Objectif premier

L'objectif premier des aires protégées de catégorie IV est de maintenir, conserver et restaurer des espèces et des habitats (Dudley, 2008:19).

Catégorie V : paysage terrestre ou marin protégé

Les aires protégées de catégorie V sont des paysages terrestres ou marins d'une beauté exceptionnelle et qui comprennent des zones importantes pour la faune et la flore, ainsi que des éléments culturels. En principe, elles se caractérisent par une relation équilibrée entre les hommes et la nature et offrent la possibilité de restaurer la nature et de maintenir des activités culturelles liées à un espace donné. Elles jouent un rôle important à l'échelle du paysage et peuvent aussi s'inscrire dans un plus large projet de conservation qui inclut d'autres aires protégées et aires de conservation assurant la connectivité.

Définition

Une aire protégée de catégorie V est un espace où l'interaction des hommes et de la nature a produit, au fil du temps, une aire qui possède un caractère distinct, avec des valeurs écologiques, biologiques, culturelles et panoramiques considérables, et où la sauvegarde de l'intégrité de cette interaction est vitale pour protéger et maintenir l'aire, la conservation de la nature associée ainsi que d'autres valeurs (Dudley, 2008:20).

Objectif premier

L'objectif premier des aires protégées de catégorie V est de protéger et maintenir d'importants paysages terrestres ou marins, la conservation de la nature qui y est associée, ainsi que d'autres valeurs créées par les interactions avec les hommes et leurs pratiques de gestion traditionnelles (Dudley, 2008:20).

Figure 2.1 Caractère naturel et catégories d'aires protégées de l'UICN

Source : adapté de Dudley (2008:24)

Catégorie VI : aire protégée avec utilisation durable des ressources naturelles

Les aires protégées de catégorie VI peuvent être des aires protégées étendues et faisant partie d'initiatives plus larges de conservation telles que les aires de conservation assurant la connectivité. Ce sont des espaces où l'utilisation durable des ressources naturelles est un outil au service de la conservation de la nature. Les ressources des aires protégées de cette catégorie ne peuvent être exploitées de manière industrielle et l'UICN recommande qu'une large portion de sa superficie (66 % par exemple) soit maintenue dans son état naturel.

Définition

Les aires protégées de la catégorie VI préservent des écosystèmes et des habitats, ainsi que les valeurs culturelles et les systèmes de gestion des ressources naturelles traditionnelles qui y sont associés. Elles sont généralement vastes et la plus grande partie de leur superficie présente des conditions naturelles ; une certaine proportion y est soumise à une gestion durable des ressources naturelles ; et une utilisation modérée des ressources naturelles, non industrielle et compatible avec la conservation de la nature, y est considérée comme l'un des objectifs principaux de l'aire (Dudley, 2008:22).

Objectif premier

L'objectif premier des aires protégées de catégorie VI est de protéger des écosystèmes naturels et d'utiliser les ressources naturelles de façon durable, lorsque conservation et utilisation durable peuvent être mutuellement bénéfiques (Dudley, 2008:22).

Les six catégories

Ces six catégories ne sont pas conçues comme une suite hiérarchique au sein de laquelle elles seraient classées en fonction de leur qualité, de leur importance ou de leur caractère naturel. Au contraire, elles sont chacune adaptées à des situations particulières et permettront d'optimiser la conservation de la nature dans des contextes différents (Dudley, 2008:24). La relation entre les catégories de l'UICN et le caractère « naturel » d'une aire protégée est illustrée à la figure 2.1.

Les systèmes d'aires protégées

On trouve des systèmes d'aires protégées dans les endroits où un certain nombre d'aires protégées ont été créées par des États, des collectivités locales, des ONG ou autres organisations privées. Dans les systèmes nationaux d'aires protégées, la diversité des paysages géographiques, des écosystèmes, de la faune et de la flore qui existent au sein du pays est idéalement conservée grâce à un certain nombre d'aires protégées sélectionnées pour protéger un échantillonnage de ces différents éléments. Ces systèmes

Figure 2.2 Progression en pourcentage de la surface des aires terrestres et marines protégées (1990-2014). Les données par année sont celles reportées dans la Base de données mondiale sur les aires protégées. Les aires protégées dont la date de création n'est pas indiquée ont été intégrées dans l'année 1990. Statistiques mondiales de la WDPA, août 2014

Source : UNEP-WCMC Cambridge

d'aires protégées visent à optimiser la conservation in situ du patrimoine naturel d'une nation et sont idéalement caractérisés par cinq éléments clés (Davey, 1998 ; Dudley, 2008). Les aires protégées faisant partie d'un système doivent également respecter des principes de bonne gouvernance (chapitre 7) et un système lui-même peut inclure divers types de gouvernance : gouvernance par le gouvernement, gouvernance partagée, gouvernance privée, gouvernance par les populations autochtones et par les communautés locales. Les cinq éléments clés qui caractérisent un système d'aires protégées sont énumérés ci-dessous (Davey, 1998).

1. Représentativité, globalité et équilibre : on trouve au sein de chaque pays des exemples de qualité qui sont représentatifs de la variété de l'environnement national. Les aires protégées d'un système doivent présenter un échantillonnage équilibré de ces différents « types » environnementaux.
2. Pertinence : l'intégrité, l'étendue spatiale et la disposition des unités constitutives de chaque aire protégée sont suffisantes pour assurer la viabilité des espèces et des processus écologiques.
3. Cohésion et complémentarité : contribution positive de chaque aire protégée au système au service des

objectifs de conservation et de développement durable d'une nation.

4. Cohérence : il existe une approche cohérente, au sein de l'ensemble du système, visant la réalisation des objectifs de gestion du pays.
5. Rentabilité, efficacité et équité : le rapport entre les coûts et le bénéfice est équilibré, la distribution des ressources financières au sein du système est équitable et le système est efficace (le nombre et la superficie minimum des aires protégées nécessaires pour atteindre les objectifs du système sont atteints).

Situation de la couverture des aires protégées

En 1962, lors de la première conférence mondiale sur les parcs nationaux à Seattle, Washington, seules 9 214 aires protégées avaient été identifiées dans le monde (Chape et al., 2003) alors que, à peine 52 ans plus tard, en 2014, il en existait plus de 209 000 (IUCN et UNEP-WCMC, 2014). Cette transformation, opérée au XXe et XXIe siècle, a permis que, en 2014, 15,4 % des eaux terrestres et intérieures, 3,4 % de la superficie

Figure 2.3 Superficie totale (en million de km²) des aires protégées de chaque catégorie UICN de gestion inscrites dans la WDPA entre 1950 et 2014. La superficie totale des aires protégées est surestimée en raison de l'inscription de certaines aires dans plusieurs catégories. Le graphique inclut les aires protégées dont on connaît la catégorie, mais pas la date de création et exclut les aires protégées dont la catégorie est inconnue

Source : WDPA, août 2014

marine totale (y compris 8,4 % des zones marines sous juridiction nationale) et 8 % des zones économiques exclusives nationales soient protégées (IUCN et UNEP-WCMC, 2014). Ceci représente une progression remarquable et, bien qu'elle soit encore inachevée, cette transformation de l'usage des terres et des mers est l'une des plus importantes et pacifiques de l'histoire humaine (figure 2.2).

Des données et des statistiques sur les aires protégées reconnues sont compilées au sein de la Base de données mondiale sur les aires protégées (World Database on Protected Areas, WDPA) gérée par le Centre de surveillance de la conservation de la nature du PNUE, à Cambridge, et qui comprend des données sur des aires protégées de tous les types de gouvernance reconnus par l'IUCN. Outre les aires protégées gouvernées par le gouvernement, y sont référencées des centaines d'aires protégées de gouvernance partagée, privée et celles gouvernées par les populations autochtones et par les communautés locales (y compris de vastes aires au Brésil et en Australie). Cependant, cette base n'est malheureusement pas complète, et la majorité de ces aires protégées qui ne sont pas gouvernées par le gouvernement ne sont pas officiellement reconnues et/ou déclarées par les gouvernements pour des raisons diverses. Malgré cela, une estimation de l'étendue des aires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC) indique

que ces dernières pourraient avoir égalé ou dépassé le nombre et l'étendue des aires protégées reconnues par la CMSC (Kothari et al., 2012).

Les aires protégées sont reconnues comme étant un outil efficace pour la conservation de la biodiversité et en particulier pour de nombreuses espèces menacées à une époque de changement global (Butchart et al., 2012) où l'activité humaine mène vers une sixième grande extinction (UNEP, 2007). Le plan stratégique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CDB, 2011) a établi un objectif ambitieux pour les aires protégées d'ici à 2020 visant à couvrir 17 % de la superficie terrestre et 10 % de la superficie marine. Ces aires protégées devront en particulier cibler des espaces importants pour la conservation de la biodiversité, tels que les zones clés pour la biodiversité (voir chapitre 3). Toutes les catégories d'aires protégées de l'IUCN sont importantes pour la conservation de la biodiversité, mais certaines zones clés peuvent nécessiter une gestion particulière pour assurer la conservation de certaines espèces. Cette gestion peut parfois être mieux mise en place dans les catégories I à IV (figure 2.3), bien que les catégories V et VI jouent également un rôle important dans la conservation de la biodiversité.

Parc national de Banff, bien du patrimoine mondial de l'UNESCO, Canada

Source : Graeme L. Worboys

Autres types d'aires protégées et d'espaces de conservation

Les biens du patrimoine mondial

En 1972, l'adoption de la Convention du patrimoine mondial (UNESCO, 2013a) par les Nations Unies a mené à l'établissement d'une Liste du patrimoine mondial identifiant les endroits les plus exceptionnels du patrimoine naturel et culturel de la Terre. Cette liste est prestigieuse et, en 2012, 190 parties avaient ratifié la convention (UNESCO, 2013b), qui est ainsi presque universellement reconnue.

La convention reconnaît que les biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial pour leur valeur naturelle ou culturelle sont des biens irremplaçables de valeur exceptionnelle non seulement pour les nations qui les abritent, mais aussi pour l'humanité tout entière (UNESCO, 2011). Elle vise à assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures de ce patrimoine culturel et naturel de « valeur universelle exceptionnelle »

(VUE) (UNESCO, 2011). La convention reconnaît en tant que « patrimoine culturel » des monuments, des ensembles de bâtiments et des sites présentant des œuvres de l'homme ou des œuvres conjuguées de l'homme et de la nature et en tant que « patrimoine naturel » des caractéristiques naturelles esthétiques du paysage, des formations géologiques et physiographiques, des écosystèmes et processus écosystémiques importants, les sites naturels et les zones naturelles strictement délimitées qui ont une VUE (UNESCO, 2011). La convention reconnaît également des « paysages culturels » et des « biens mixtes » (culturels et naturels).

Les sites souhaitant être inscrits sur la liste du patrimoine mondial doivent suivre un processus rigoureux qui comprend des évaluations de leurs potentielles VUE, de leur intégrité et/ou authenticité et de la protection et la gestion du site. Si un site se voit attribuer le statut de patrimoine mondial, il s'engage alors, selon la convention, à maintenir la VUE du patrimoine mondial et à fournir des rapports périodiques sur l'état et les évolutions de cette VUE. Les sites du patrimoine mondial peuvent être établis sur des espaces relevant de tous les régimes fonciers tant que leur VUE est conservée. Cependant, cet espace devant avoir un régime de gestion efficace, coïncide souvent avec des aires protégées. Les biens du patrimoine mondial sont donc particuliers et représentent idéalement les perles du patrimoine naturel et culturel de la Terre. Le chapitre 3 fournit plus d'informations sur les biens naturels reconnus par la Convention du patrimoine mondial.

Les zones humides Ramsar

Les zones humides importantes peuvent être officiellement reconnues par la Convention de Ramsar, un traité adopté en 1971 dans la ville de Ramsar, en Iran. En 2013, la convention comptait 168 parties contractantes et reconnaissait 2 168 sites à travers le monde (Ramsar, 2013). La définition de « zones humides » reconnue par la convention est très large et inclut les lacs et les cours d'eau, les marécages et les marais, les prairies humides, les tourbières, les oasis, les estuaires, les deltas et les étendues intertidales, les mangroves et autres zones côtières, les récifs coralliens et les sites artificiels tels que les étangs de pisciculture, les rizières, les retenues et les marais salés. La mission de la convention est « la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales, régionales et nationales et par la coopération internationale, en tant que contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier » (Ramsar, 2013:1). Les parties à la convention s'engagent à entreprendre un inventaire de leurs zones

humides et à préparer un cadre stratégique pour la liste Ramsar. Ceci comprend l'identification systématique, au niveau national, de différents types de zones humides et la mise en place d'un système de gestion de ces zones. Il n'est pas obligatoire pour les sites Ramsar d'être légalement protégés, bien que leur inscription sur la liste Ramsar tend à renforcer leur protection (Dudley, 2008). Le chapitre 19 de ce livre traite plus en détail des zones humides reconnues par la Convention de Ramsar.

Le programme sur l'Homme et la biosphère de l'UNESCO (réserves de biosphère)

Les réserves de biosphère s'inscrivent dans le cadre du Programme sur l'Homme et la biosphère (« Man and the Biosphere » ou MAB). Ce programme a été lancé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en 1971 en tant que programme scientifique intergouvernemental visant à utiliser la science pour améliorer les relations entre les hommes et leur environnement à l'échelle mondiale (UNESCO, 2013c). En 2013, le réseau mondial des réserves de biosphère comptait 621 réserves dans 117 pays (UNESCO, 2013c). Le programme MAB intègre la science, l'économie et l'éducation afin d'améliorer les conditions de vie des hommes et de préserver les écosystèmes naturels, et vise donc à promouvoir des approches novatrices de développement économique qui sont à la fois bénéfiques socialement et culturellement et qui sont écologiquement durables.

Les réserves de biosphère visent à assurer la gestion intégrée des terres, des ressources en eaux douce et salée et des ressources vivantes en établissant des plans (et zones) d'aménagement bio-régionaux afin de promouvoir le développement durable. La mise en œuvre des zones relève de la responsabilité des États. Ces espaces comprennent des zones centrales (idéalement des aires protégées) entourées par des zones tampons (où la conservation a une place importante) et des zones de transition (des espaces de coopération favorisant le développement durable) (UNESCO, 2002). Les réserves de biosphère sont décrites dans le formulaire de proposition de réserve de biosphère de l'UNESCO (2013b:1) :

les réserves de biosphère sont des zones recouvrant un écosystème ou une combinaison d'écosystèmes terrestres et côtiers/marins, reconnues au niveau international dans le cadre du programme de l'UNESCO sur l'Homme et la biosphère (MAB). Leur but est de promouvoir

une relation équilibrée entre les êtres humains et la biosphère et d'en offrir la démonstration. Elles sont désignées par le Conseil international de coordination du programme MAB, à la demande des États concernés. Chacune continue de relever de la seule autorité de l'État sur le territoire duquel elle est située.

Les réserves de biosphère forment ensemble un réseau mondial, auquel les États participent à titre volontaire.

Le Réseau mondial de réserves de biosphère est régi par un cadre adopté en 1998 par la Conférence générale de l'UNESCO, lequel précise la définition, les objectifs, les critères et les modalités de désignation des réserves de biosphère. Les mesures à prendre lors de la création de réserves de biosphère sont indiquées dans la « Stratégie de Séville » et plus amplement développées dans le « Plan d'action de Madrid » (2008-13) (UNESCO, 2013d). Les critères que doivent remplir les aires candidates pour être reconnues comme des réserves de biosphère sont détaillés dans l'encadré 2.1.

Les Géoparcs de l'UNESCO

Les Géoparcs cherchent à protéger des zones aux caractéristiques géologiques particulières. Ce concept a été créé par l'UNESCO en 2001 et est défini ainsi :

Un Géoparc mondial est un espace territorial présentant un héritage géologique d'importance internationale. Cet héritage permet aux populations de prendre conscience et de trouver les clés pour répondre au contexte géodynamique de la planète sur laquelle nous vivons tous. Un grand nombre de Géoparcs aident à prendre conscience des risques géologiques encourus tels que les risques volcaniques, séismes et tsunamis et dans ce cadre élaborent des stratégies d'atténuation de ces risques au sein des communautés locales. Les Géoparcs conservent les dossiers relatifs aux changements climatiques survenus ces dernières années. Ils sont de véritables éducateurs pour les changements qui surviennent actuellement et permettent d'adopter de bonnes pratiques environnementales en favorisant l'utilisation des énergies renouvelables et du « tourisme vert » (UNESCO, 2014:1).

Les Géoparcs sont des sources d'informations sur l'utilisation durable des ressources naturelles exploitées ou extraites de leur environnement et favorisent dans le même temps le respect de l'environnement et l'intégrité

Encadré 2.1 Critères de désignation d'une zone comme réserve de biosphère

L'article 4 du Cadre statutaire énonce les sept critères généraux à remplir par une aire en vue de sa désignation comme réserve de biosphère.

1. Englober une mosaïque de systèmes écologiques représentatifs de grandes régions biogéographiques, incluant une série graduée de formes d'interventions humaines.
2. Être importante pour la conservation de la diversité biologique.
3. Offrir la possibilité d'étudier et de démontrer des approches du développement durable au niveau régional.
4. Avoir une taille appropriée pour remplir les trois fonctions des réserves de biosphère.
5. Grâce à un zonage approprié, avoir :
 - a. une (ou plusieurs) aire(s) centrale(s) constituée(s) aux termes de dispositions légales, consacrée(s) à la protection à long terme conformément aux objectifs de conservation de la réserve de biosphère et d'une taille suffisante pour remplir ces objectifs ;
 - b. une (ou plusieurs) zone(s) tampon(s) clairement identifiée(s) entourant l'aire (ou les aires) centrale(s) ou contiguë(s) à celles-ci, où seules des activités compatibles avec les objectifs de conservation peuvent avoir lieu ;
- c. une aire de transition extérieure ou des pratiques d'exploitation durable des ressources sont favorisées et développées.
6. Des dispositions devraient être prises pour intéresser et associer un éventail approprié, notamment, de pouvoirs publics, communautés locales et intérêts privés, à la conception et à la mise en œuvre des fonctions de la réserve de biosphère.
7. Inclure certains mécanismes de mise en œuvre :
 - a. des mécanismes de gestion de l'utilisation des ressources et des activités humaines dans la (ou les) zone(s) tampon(s) ;
 - b. un plan ou une politique de gestion pour l'ensemble de l'aire comme réserve de biosphère ;
 - c. une autorité ou un mécanisme désigné pour mettre en œuvre cette politique ou ce plan ;
 - d. des programmes de recherche, de surveillance continue, d'éducation et de formation.

Source : UNESCO (2013b)

du paysage. Les Géoparcs ne sont pas des entités juridiques propres, mais il est important que les sites clés du patrimoine géologique soient protégés par une législation adéquate (UNESCO, 2013e).

Le Réseau mondial des Géoparcs est un réseau de Géoparcs basé sur le volontariat et soutenu par l'UNESCO. Ses membres s'engagent à travailler ensemble, à échanger leurs idées et à participer à des projets communs (UNESCO, 2013e). Le chapitre 18 de ce livre traite plus en détail des Géoparcs.

Les aires protégées non étatiques

On considère souvent que les aires protégées « classiques » sont établies et gérées par les États nationaux, notamment en raison de l'engagement pris par ces États de mettre en œuvre le plan stratégique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique. Les pouvoirs publics locaux peuvent eux aussi créer des aires protégées. Mais au-delà du rôle des États, on assiste au XXI^e siècle, dans le monde entier, à une reconnaissance progressive du rôle des peuples autochtones et des communautés locales ainsi que des individus, des organisations de la société civile

et du secteur privé dans la conservation de nombreux espaces, et notamment dans la gouvernance et la gestion des aires protégées.

À une époque où de nombreuses menaces pèsent sur la biodiversité – pression anthropique accrue, destruction des habitats, braconnage, pollution, changements climatiques, phénomènes météorologiques violents, incendies, et espèces envahissantes –, il peut sembler nécessaire de faire évoluer les approches de conservation, de protection et de gestion (Figgis, 2012). Deux types d'aires protégées non étatiques sont communément reconnus, y compris par l'UICN et par les États dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées de la CDB : les aires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC) et les aires protégées privées (APP). Un troisième type, la gouvernance partagée, caractérise des sites gérés par deux ou plusieurs de ces organismes et groupes. Avec la gouvernance étatique, ceux-ci constituent les quatre types de gouvernance reconnus mondialement (voir chapitre 7).

Réserve de la biosphère Río Plátano, Honduras

Source : Eduard Müller

Les aires du patrimoine autochtone et communautaire

Outre les gouvernements tribaux formels tels que ceux qui existent aux États-Unis, les peuples autochtones et les communautés locales et nomades peuvent créer, diriger et gérer des APAC (Borrini-Feyerabend et al., 2004). Ces APAC contribuent grandement à la conservation de la biodiversité dans de nombreuses régions du monde et sont définies comme des « écosystèmes naturels et/ou modifiés, porteurs de valeurs significatives de biodiversité, de bénéfices écologiques et de valeurs culturelles, volontairement conservés par les peuples autochtones et les communautés locales, tant sédentaires que nomades, par l'intermédiaire du droit coutumier ou tout autre moyen efficace » (Kothari et al., 2012:16).

Cette définition intègre trois caractéristiques essentielles (Kothari et al., 2012:17) :

1. Un peuple ou une communauté bien défini(e) ayant une relation étroite et profonde avec un site également bien défini (un territoire, une zone ou un habitat, bien que leurs limites puissent être flexibles) et/ou avec certaines espèces ; cette relation est enracinée dans la culture, l'identité et/ou dans une relation de dépendance (bien-être et subsistance).
2. Le peuple ou la communauté sont les principaux acteurs de la prise de décision et de la mise en œuvre liées à la gouvernance et à la gestion du site et/ou des espèces, ce qui implique que les institutions locales peuvent de facto et/ou de jure développer et mettre en œuvre des décisions. D'autres ayants droit et parties prenantes peuvent participer en tant que partenaires – en particulier quand la terre est la propriété de l'État –, mais les décisions et les efforts de gestion sont principalement locaux.
3. Les décisions de gestion prises par le peuple ou la communauté et les efforts engagés mènent à la conservation des habitats, des espèces, de la diversité génétique, des fonctions et avantages écologiques et des valeurs culturelles qui y sont associées, même lorsque les objectifs de gestion ne visent pas la conservation en particulier.

Il existe de nombreux types d'APAC (encadré 2.2). Elles ne sont pas toutes nécessairement des aires protégées, mais participent toutes à la conservation de la biodiversité et présentent de nombreux avantages et valeurs (encadré 2.3). Elles peuvent s'étendre sur des espaces très limités ou au contraire couvrir plusieurs millions d'hectares, et on en trouve dans de nombreux

Étude de cas 2.1 Les aires de conservation communautaire en Inde

Lorsque Neema Pathak évoque les aires de conservation communautaire en Inde, elle fait état des importants défis auxquels ces dernières font face dans son pays. Elle définit ces aires ainsi : « des écosystèmes naturels (forêts / zones humides / zones marines / prairies / autres), qui intègrent des espaces peu influencés par l'activité humaine ou modifiés de manière notable, qui abritent une faune et des valeurs de biodiversité importantes et qui sont conservées par les communautés pour des raisons culturelles, religieuses, de subsistance ou à des fins politiques, en utilisant le droit coutumier ou d'autres moyens efficaces » (Pathak, 2009:49).

Elle identifie six critères permettant de reconnaître les aires de conservation communautaire en Inde.

1. Il est possible d'identifier un groupe de personnes constituant une communauté et s'impliquant dans l'effort de conservation.
2. Les communautés concernées ont des liens éthiques, culturels, économiques, spirituels ou des liens de subsistance avec l'aire de conservation.
3. Les communautés concernées sont les acteurs principaux ou l'un des acteurs principaux de la prise de décision et de l'application de ces décisions.
4. Les communautés concernées ont mis en place des systèmes (institutions, règlements, processus) pour les aider à atteindre leurs objectifs.
5. Quel que soit l'objectif de l'initiative lancée, les actions conduites mènent au maintien ou au renforcement d'un ou plusieurs écosystèmes naturels ou d'une ou plusieurs espèces.
6. Les efforts menés visent un espace géographique défini (Pathak, 2009:50-1).

Source : Pathak (2009)

Encadré 2.2 Les différents types d'APAC

Il existe plusieurs types d'APAC, énumérés ci-dessous. Même si toutes ces APAC ne sont pas des aires protégées, elles participent à la conservation de la biodiversité (voir chapitre 7).

- Les aires gérées et gouvernées par les populations autochtones dans le respect de leur histoire et mode de vie, intégrant exploitation durable, valeurs culturelles et/ou, plus récemment, des objectifs explicites de conservation. Font notamment partie de ce groupe : des territoires autochtones composés de plusieurs villages au Suriname, des aires protégées autochtones en Australie, des réserves autochtones au Costa Rica et des « Comarcas » autochtones au Panama.
- Les territoires (terrestres ou marins) que les communautés mobiles ou nomades parcouraient traditionnellement, et dont elles gèrent les ressources selon des pratiques et règlements coutumiers. Font notamment partie de ce groupe des terres de parcours traversées par les confédérations tribales en Iran ainsi que certaines pâtures au Kenya et en Éthiopie.
- Les sites ou lieux naturels sacrés ou des espaces, allant de bosquets et zones humides minuscules à des paysages terrestres et marins entiers, souvent (mais pas systématiquement) complètement ou en grande partie intacts. Font notamment partie de ce groupe des bosquets et paysages sacrés en Asie du Sud, des lacs sacrés, des sites d'inhumation marins dans les Philippines et des forêts sacrées du Kenya.
- Les zones de captage des ressources, d'où les communautés tirent leurs moyens de subsistance et dont l'écosystème produit des services essentiels.

Ces espaces sont gérés durablement, de manière à ce que ces avantages soient maintenus dans le temps. Font notamment partie de ce groupe des aires marines gérées localement dans le Pacifique et à Madagascar, des aires marines autonomes, des paysages marins à Satoumi au Japon, des aires marines de pêche responsable au Costa Rica et des forêts communautaires en Tanzanie.

- Les aires conservées afin d'optimiser la productivité de certains écosystèmes. Font notamment partie de ce groupe des « forêts de pêcheurs » ou « forêts d'élevage de poissons » au Japon.
- Les espaces et les populations d'espèces gérées de manière durable afin d'en tirer des avantages financiers. Font notamment partie de ce groupe des sites gérés pour l'écotourisme au Suriname et au Kenya et des zones de chasse durable et d'écotourisme tels que les « Conservancies » communautaires en Namibie.
- Les sites de repos et de nidification, divers habitats critiques pour les plantes et animaux sauvages et les populations d'espèces sauvages réparties sur de vastes territoires qui sont conservés, pour des raisons éthiques ou autres, afin de protéger ces plantes et ces animaux. C'est par exemple le cas de sites de repos et de nidification des oiseaux en Inde, des étangs de crocodiles sacrés en Gambie et au Mali, de certaines espèces d'arbres telles que *Tabebuia serratifolia* au Suriname et des sites de nidification des tortues marines au Chili, au Costa Rica et au Suriname.

Source : Kothari et al. (2012)

Encadré 2.3 Valeurs et objectifs des APAC

Les APAC, dont beaucoup sont des aires protégées formellement reconnues, ont des valeurs importantes et apportent de nombreux avantages. Ces avantages sont les suivants :

- permettre le développement du bien-être culturel, économique, politique, spirituel, physique et socio-économique de milliers de peuples autochtones et des communautés locales, incluant des centaines de millions d'individus ;
- contribuer à conserver les écosystèmes critiques et les espèces menacées au sein d'un large éventail de régions biogéographiques dans le monde ;
- maintenir les fonctions essentielles des écosystèmes telles que la sécurité de l'eau, la conservation des sols et du patrimoine génétique ;
- participer à la conservation de la connectivité en constituant des corridors de conservation et en permettant le déplacement des espèces, y compris, souvent, entre deux aires protégées ou plus ;
- fournir des moyens de subsistance, à la fois destinés à un usage personnel et à un usage lucratif, sûrs et durables (même si pas nécessairement adaptés à toutes les situations) à divers secteurs tels que la sylviculture, la pêche, le pastoralisme, l'artisanat, la santé, le tourisme et autres secteurs ;
- aider à conserver une diversité d'écosystèmes, d'espèces et de pratiques agricoles ainsi que les liens qui existent entre la biodiversité agricole et la faune et la flore sauvage, et participer à l'intégration des paysages dans la conservation ;
- présenter des exemples et enseignements importants en matière de gouvernance participative afin d'orienter les autres formes de gouvernance, y compris d'autres formes de gouvernance des aires protégées ;
- utiliser et valoriser les connaissances locales en matière de systèmes écologiques et promouvoir une plus large utilisation de ces connaissances ;
- aider les communautés à résister au développement d'activités destructrices et à sauver des territoires et habitats de l'exploitation minière, de la construction de barrages, de l'exploitation forestière, du tourisme, de la pêche, de l'expansion agricole, etc. ;
- encourager l'autonomisation des communautés, en particulier pour qu'elles se réapproprient des territoires ou qu'elles en déterminent le régime et le droit afin de contrôler les ressources de ce territoire auquel elles sont attachées et dont elles dépendent ;
- aider les collectivités à mieux définir leurs territoires, grâce à la cartographie notamment ;
- aider à créer un sentiment d'appartenance à une communauté et un sentiment de cohésion, ranimer le sentiment de fierté des cultures locales, y compris parmi les jeunes, qui pourrait sinon être aliénés par des influences modernes ;
- créer des conditions de développement d'autres revenus destinés aux communautés tels que des fonds pour les écoles, les dispensaires, les raccordements en eau et pour des activités de subsistance ;
- promouvoir l'équité au sein d'une communauté (notamment entre classes, genres et groupes ethniques) et entre les collectivités et les organismes extérieurs (dans la prise de décision, par exemple) ;
- conserver la biodiversité à des coûts relativement faibles (alors que le travail investi est généralement élevé) avec des frais de gestion couverts dans le cadre d'activités culturelles et de subsistance, grâce à des systèmes et des structures existants ;
- mettre en avant des exemples d'administration et de structures de prise de décision relativement simples et efficaces et évitant les complexités bureaucratiques.

Les valeurs et objectifs des aires protégées sont évoqués plus en détail dans le chapitre 6 de ce livre.

Source : Kothari et al. (2012)

pays. Neema Pathak (étude de cas 2.1) a étudié les caractéristiques de ces APAC en Inde. Le chapitre 7 de ce livre traite des APAC plus en détail.

Les aires protégées autochtones en Australie

Depuis 1997, l'État australien soutient le développement d'aires protégées autochtones définies comme des « terres et mers appartenant à des autochtones qui ont conclu

un accord avec le gouvernement australien afin de promouvoir la conservation de la biodiversité et de ses valeurs culturelles » (Gouvernement of Australia, 2013:1).

Les aires protégées autochtones n'ont pas de cadre juridique global et reposent plutôt sur la volonté des communautés autochtones de consacrer leurs terres à des fins de conservation. Elles sont officiellement reconnues comme des aires protégées par le système des réserves d'Australie et sont gérées par des « moyens légaux ou autres » comme indiqué dans la définition

Comité de femmes chargé de la protection de la forêt, village de Dangejheri, Odisha, Inde

Source : Ashish Kothari

des aires protégées de l'UICN (Rose, 2013). En 2013, on recensait près de 60 aires protégées autochtones couvrant un peu plus de 48 millions d'hectares à travers l'Australie, représentant ainsi plus d'un tiers du système des réserves d'Australie (Gouvernement d'Australie, 2013). Ces aires protégées ne sont pas seulement bénéfiques à l'environnement, elles fournissent aussi aux communautés d'importants bénéfices en matière de santé, d'éducation, d'économie et participent à la protection de leurs importantes valeurs culturelles.

Les aires protégées privées

Les aires protégées privées existent depuis des siècles (les réserves de chasse privées en Mongolie et en Europe en sont un exemple) (Langholz, 2005). La création de telles aires est maintenant encouragée dans certains pays, car elles sont perçues comme un bon complément aux aires protégées étatiques et communautaires pour la

Encadré 2.4 Gouvernance et gestion

La gouvernance des aires protégées est un élément essentiel qui identifie la manière dont les organisations dirigent les aires protégées et qui s'intéresse à l'organisation du pouvoir et aux modalités de prise de décision. S'interroger sur la gouvernance c'est se demander qui prend les décisions pour les aires protégées et comment ces décisions sont prises. La gouvernance diffère donc de la notion de gestion qui s'intéresse aux réponses qu'il faut apporter à une situation précise et dans un lieu donné. Étudier la gouvernance c'est analyser la façon dont le pouvoir est exercé, comment les décisions sur des questions d'intérêt général sont prises et comment les citoyens et autres parties prenantes sont impliqués (Graham et al., 2003). Globalement, les politiques de conservation reconnaissent l'importance de la qualité de la gouvernance et prennent en considération le fait que les aires protégées ou les systèmes d'aires protégées respectent certains principes tels que la responsabilité, l'équité, l'égalité, la participation, la subsidiarité, l'efficacité, etc. afin d'assurer la conservation de la biodiversité. Le chapitre 7 traite de la gouvernance des aires protégées plus en détail.

La gestion concerne la coordination des personnes, des ressources et des activités visant à atteindre des objectifs déterminés pour une aire protégée (Hitt et al., 2011) et est articulée autour de quatre fonctions de base : la planification, l'organisation, la direction et l'évaluation. Il faut activement gérer les aires protégées pour conserver leur biodiversité et leur patrimoine naturel et culturel. Sans une véritable gestion, une aire protégée risque de devenir un « parc de papier » et de perdre ses valeurs patrimoniales. Le chapitre 8 de ce livre décrit plus en détail comment les aires protégées sont créées et gérées et le chapitre 28 traite de l'évaluation de l'efficacité de la gestion.

conservation de la biodiversité. En 2003, lors du Congrès mondial sur les parcs, l'UICN a défini l'aire protégée privée comme « un espace, de toute taille 1) géré à des fins de conservation de la biodiversité principalement, 2) protégé, avec ou sans la reconnaissance officielle du gouvernement, et 3) détenu par des individus, des communautés, des sociétés ou des organisations non gouvernementales » (Chape et al., 2008:102).

Des aires protégées privées ont été créées, par exemple, au Chili (parc de Pumalín), en Afrique australe et orientale (réserves de chasse jouxtant le parc national Kruger), en Namibie (la réserve du Namib Rand), aux États-Unis (Gray Ranch) et au Royaume-Uni (où les 150 réserves de la Société royale pour la protection des oiseaux couvrent plus de 240 000 hectares) (Langholz, 2005). En Australie, plusieurs ONG (par exemple, Bush

Heritage Australia, Australian Wildlife Conservancy et Tasmanian Land Conservancy) ont acheté de grandes propriétés afin de protéger leur biodiversité. De manière similaire, The Nature Conservancy protège actuellement près de 6,1 millions d'hectares de terres aux États-Unis (TNC, 2013).

Autres initiatives de conservation

Il existe de nombreuses utilisations des terres favorables à la conservation même si elles ne correspondent pas à la définition d'une aire protégée ou ne cherchent pas à être reconnues comme telles. Ces espaces peuvent être des sanctuaires de faune, des voies vertes, des forêts riveraines conservées au sein de forêts de production, des espaces conservés au sein de forêts appartenant à l'État, des zones humides ou boisées situées sur des terres agricoles, des zones touristiques, des espaces dédiés à l'écotourisme privé, des APAC n'ayant pas le statut d'aires protégées, des zones militaires et même des campus universitaires. Restaurer d'anciennes zones agricoles, des parcs urbains, des jardins publics, des propriétés privées et des jardins (en particulier ceux abritant des espèces indigènes) peut contribuer à la conservation de la biodiversité naturelle d'un espace.

Dans l'Objectif d'Aichi 11, il est reconnu que la conservation de 17 % des zones terrestres et de 10 % des zones marines devra être atteinte grâce à une combinaison d'aires protégées et d'« autres mesures de conservation efficaces par zone », telles que les exemples mentionnés ci-dessus.

Les défis des aires protégées

Les autorités de direction et les gestionnaires d'aires protégées (encadré 2.4) font face à des défis importants au XXI^e siècle. Les hommes laissent leur empreinte et perturbent l'environnement sur tous les continents, y compris en Antarctique, et la transformation des milieux naturels a pris de l'ampleur au cours de ce siècle. Les défis auxquels font face les aires protégées, évalués par Charles Barber et ses collègues en 2004, sont essentiellement restés les mêmes (Barber et al., 2004), si ce n'est qu'ils sont peut-être plus clairs en 2014 où l'on en sait plus sur les effets des changements climatiques (IPCC, 2013) et de la croissance de la population, qui pourrait atteindre 9,2 milliards d'habitants d'ici à 2050 (UNEP, 2013). Dans ce livre, nous étudions les causes sous-jacentes des menaces qui pèsent sur les aires protégées (chapitre 16) et cherchons à fournir des réponses aux défis qui en découlent pour les organes de gouvernance et les gestionnaires d'aires protégées.

Notre objectif est de fournir aux acteurs liés aux aires protégées les informations dont ils ont besoin pour assurer la gestion efficace de leurs aires dans le but de garantir la conservation des espèces, des écosystèmes et du patrimoine naturel de la planète et de permettre aux hommes de vivre en bonne santé dans un environnement sain. Nous listons ici certains des défis importants et présentons les chapitres qui évoquent plus amplement le sujet. Les paragraphes ci-dessous présentent les faits, les observations de nombreuses personnes et quelques réflexions personnelles de l'auteur basées sur ses 40 ans d'expérience.

Le changement global

Le changement global est un défi majeur pour les organes de gouvernance et les gestionnaires d'aires protégées. Au XXI^e siècle, ils doivent faire face aux effets des changements climatiques et notamment à la détérioration des conditions météorologiques et à l'augmentation de la fréquence et de la violence des tempêtes, à l'élévation du niveau de la mer et à la disparition de certaines îles, basses terres et zones estuariennes, à la fonte de nombreux glaciers et à la disparition de cours d'eau (chapitre 17). Ces changements augmentent les risques liés aux sécheresses, aux pluies diluviennes, aux feux de forêt et aux tempêtes, car ces événements seront plus violents et fréquents et nécessiteront l'acquisition de nouvelles compétences et une réponse adaptée des professionnels des aires protégées (chapitre 26). Les changements climatiques provoqueront également une évolution spatiale des habitats adaptés à certains types de végétation et il faudra apporter des solutions en matière de gestion plus fréquemment et plus stratégiquement face aux changements de ces habitats et à leur invasion par des espèces exotiques (chapitre 16).

Le monde de demain sera celui d'une population humaine croissante, associée à une demande également croissante en ressources naturelles limitées, d'une industrialisation accrue, d'échanges globalisés et de moyens de communication instantanés. Ces évolutions s'accompagneront de la transformation et de la réduction de la superficie des habitats naturels et du nombre d'espèces qui constituent notre monde actuel (Barber et al., 2004). Il résultera sans doute de ces changements des tensions et des conflits accrus, car la demande, des hommes et des industries, en ressources concernera en partie les aires protégées.

Ces pressions extérieures pourraient avoir un impact sur les limites des aires protégées ainsi que sur la santé des écosystèmes et des espèces. La pollution de l'atmosphère, des cours d'eau, des estuaires et des

Parc national du Grand Himalaya, Inde

Source : Graeme L. Worboys

océans devrait augmenter, tout comme la destruction des habitats et le braconnage liés à l'augmentation de la population mondiale (Barber et al., 2004). Des réponses internationales peuvent parfois être apportées à des problèmes globaux tels que ce fût le cas avec l'interdiction internationale de l'exploitation minière au sein des aires protégées (catégories I-V), en conformité avec la position de l'UICN au XXI^e siècle. D'autres problèmes peuvent être résolus à l'échelle d'un système d'aires protégées où des gouvernements, des organisations ou des communautés cherchent activement à atteindre les objectifs de gestion des aires protégées tels que définis par leurs catégories. Il reste cependant beaucoup de problèmes localisés auxquels il faut apporter des réponses à l'échelle d'une seule aire.

Les pressions exercées par certains commerces, secteurs d'activité et par le milieu agricole sur la société afin de promouvoir l'utilisation des ressources et le développement plutôt que la protection et la conservation vont augmenter de manière importante. Les pressions en faveur du retour en arrière des aires protégées et de leur utilisation à des fins personnelles vont se développer alors que la population augmente et que les ressources se raréfient. Dans différentes régions du monde, l'équivalent du débat du barrage de Hetch Hetchy « utilisation ou conservation » qui s'était tenu

en 1913 dans le parc national de Yosemite aux États-Unis pourrait se reproduire. En 1912, John Muir écrivait à ce sujet :

Hetch Hetchy est un grand jardin paysager, l'un des temples montagneux les plus rares et précieux de la nature. Comme dans le Yosemite, les superbes rochers de ses murs semblent animés d'une vie propre (...) tandis que les oiseaux, abeilles et papillons, avec la rivière et les cascades, font vibrer l'air de leur musique (...). Ces destructeurs de temples, adeptes du mercantilisme ravageur, témoignent d'un mépris total pour la Nature, et, au lieu de se tourner vers le Dieu des montagnes, ils se soumettent au tout-puissant dollar. (Muir, 1912)

Heureusement, au XXI^e siècle, des gens comme Muir continuent de chercher à préserver les aires protégées pour les générations futures. Leur intention est sans doute basée sur le fait que si ces espaces sont exploités et dépouillés, il ne restera que peu (ou pas du tout) de milieux équivalents sur Terre. Ce que les gens apprécient le plus est leur statut d'héritage intergénérationnel, leur contribution importante et à long terme, aux services écosystémiques, leur rôle de protection des espèces d'une nation, de maintien d'environnements sains et leur beauté naturelle (chapitre 6).

La capacité d'organisation, ainsi qu'une gouvernance et une gestion efficaces des aires protégées, devront permettre d'anticiper les pressions exercées par les défenseurs de « l'utilisation » et d'y faire face (chapitres 7, 8 et 12). L'ensemble des sociétés devra comprendre le caractère éternel des aires protégées et leur valeur intergénérationnelle, qui devront être constamment défendus. Les dirigeants d'aires protégées (chapitre 12) devront communiquer efficacement sur la protection des espaces dont ils ont la responsabilité (chapitre 15), travailler judicieusement avec tous les acteurs impliqués et avec les décideurs (chapitre 14) et veiller à ce que les informations sur l'importance et les avantages fournis par les aires protégées soient facilement accessibles (chapitre 11). Traiter la question plus vaste de l'utilisation durable des ressources limitées de la Terre sera un élément essentiel de la protection des valeurs naturelles des aires protégées sur le long terme (chapitre 8).

Créer de nouvelles aires protégées

Les dirigeants et les gestionnaires d'aires protégées savent que ces dernières, si elles sont bien gérées, sont à même de protéger espèces, services écosystémiques, biodiversité

ainsi que d'autres éléments du patrimoine naturel et culturel. Cependant, en 2014, les aires protégées couvraient une surface insuffisante. Seuls 15,4 % de la surface terrestre de la planète (hors Antarctique) et 3,4 % de sa surface marine sont couverts par des aires protégées officiellement reconnues (IUCN et UNEP-WCMC, 2014), et cela ne suffit pas à conserver les espèces de la Terre comme il se doit. Ce défi est présenté dans le Plan stratégique 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique, en particulier par l'objectif 11 :

D'ici à 2020, au moins 17 % des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10 % des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, sont conservées au moyen de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation efficaces par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin (CDB, 2011:3).

Ainsi, des nations du monde entier se sont accordées sur la nécessité de créer des aires protégées supplémentaires et de reconnaître certaines initiatives de conservation, souvent non reconnues, menées par des communautés et par le secteur privé. Il est essentiel de déterminer le lieu exact où de nouvelles aires protégées sont nécessaires et pour ce faire, on a souvent recours à une analyse des lacunes soutenue par des approches de planification systématique de la conservation (chapitre 13). En 2014, certaines approches plus complexes d'agrégation de données étaient également utilisées pour identifier les zones clés pour la biodiversité (chapitre 21).

Il est important de comprendre les principaux types d'environnement terrestre (chapitre 3) afin de pouvoir identifier plus en détail les zones importantes pour la biodiversité ainsi que les lacunes potentielles de conservation de ces zones (chapitres 3 et 21 ; Butchart et al., 2012). Prendre en considération le patrimoine culturel (chapitre 4), le patrimoine géologique (chapitre 18), l'environnement estuarien et des zones d'eau douce (chapitre 19) et l'environnement marin (chapitre 20) permet de comprendre l'importance de la conservation du patrimoine naturel et culturel. Définir les espaces et les objectifs ciblés par la gestion est un élément important du processus de création d'une aire protégée et les six catégories de l'IUCN, universellement acceptées et décrites précédemment, fournissent des indications essentielles à cet égard. Le leadership visionnaire est également un élément important de la création de nouvelles aires protégées (chapitre 12), tout

comme la bonne compréhension des contextes sociaux et politiques, des influences sociales et des changements mondiaux (chapitre 5).

Efficacité de la gouvernance et de la gestion

La mise en place d'une bonne gouvernance et d'une gestion efficace des aires protégées contribue grandement à la préservation de la vie sur Terre et à un environnement sain. Idéalement, les professionnels s'y consacrant doivent avoir suivi une formation de l'enseignement supérieur sur la gouvernance et la gestion des aires protégées (chapitre 9), ce qui représente un défi mondial. Les connaissances traditionnelles locales, détenues par les communautés autochtones, apportent aussi une contribution critique à la gestion de la conservation (chapitres 7 et 25).

La mise en place d'une gouvernance efficace des aires protégées est vitale (chapitre 7). Les organisations et les communautés devront savoir s'adapter et répondre aux changements, et les gestionnaires locaux devront pouvoir gérer librement les aires protégées dont ils ont la responsabilité (chapitre 8), tout en respectant les orientations établies par la réglementation et par les entreprises, ainsi que les informations et les conseils fournis par les communautés. L'imposition de directives par un pouvoir centralisé qui, par exemple, empêcherait les gestionnaires de « gérer » et ainsi de protéger la nature, est un cas de mauvaise gouvernance et une menace pour la conservation de la nature.

En plus d'un personnel ayant de bonnes compétences et une formation adéquate, l'efficacité de la gestion est basée sur une bonne planification (chapitre 13), sur une gestion économique adaptée et une bonne connaissance des besoins en matière de gestion de la conservation (chapitre 21), sur la capacité à s'adapter aux particularités de la gestion du patrimoine culturel (chapitre 22), sur l'utilisation des ressources (chapitre 25), sur la gestion des opérations (chapitre 24) ainsi que sur les réponses apportées aux besoins des visiteurs (chapitre 23). Ces éléments doivent aussi être pris en considération dans la gestion des biens du patrimoine mondial (chapitre 3) ou en dehors des réserves ou espaces de conservation afin de développer des aires de conservation de la connectivité (chapitre 27). Évaluer l'efficacité de la gestion et garder la trace des bonnes pratiques est fondamental pour le futur des aires protégées (chapitre 28). Afin d'optimiser l'apport des aires protégées à la conservation, il est important de chercher à atteindre un niveau professionnel minimum de gouvernance et de gestion. Il s'agit là d'un défi majeur du XXI^e siècle auquel ce livre cherche à apporter une réponse.

L'avenir des aires protégées

Les aires protégées constituent un élément de réponse essentiel à de nombreux enjeux environnementaux auxquels le monde fera face dans les décennies à venir, en particulier le changement climatique, le risque de stress hydrique, la sécurité alimentaire, la production d'énergie et la perte de biodiversité (MacKinnon et al., 2011). Les aires protégées assument une lourde responsabilité, car elles sont les principaux outils de conservation de la diversité de la vie sur Terre et de protection de la richesse du patrimoine naturel et culturel. Le concept d'aire protégée est utilisé par les États et par d'autres acteurs depuis le XXe siècle, et la science a confirmé que des aires protégées gérées efficacement pouvaient réussir à conserver la biodiversité. À mesure que nous avançons dans le XXIe siècle, l'augmentation de la population, le développement et la consommation, les effets des changements climatiques, les changements postérieurs au pic pétrolier, la pénurie de certaines ressources naturelles et les troubles sociaux potentiels engendrent des défis croissants pour les aires protégées et leurs gestionnaires. Les actions menées aux XXe et au début du XXIe siècle pour maintenir et créer des aires protégées, aussi difficiles à mener qu'elles puissent sembler, seront rétrospectivement considérées comme la partie la plus facile (bien qu'essentielle) de l'histoire de la gouvernance et de la gestion des aires protégées.

À l'avenir, les aires protégées pourraient bien faire partie des derniers espaces naturels. Si tel est le cas, elles seront au centre de l'attention, car elles constitueront les seuls endroits où certaines ressources seront disponibles et où certaines espèces existeront à l'état sauvage. Les hommes cèderont sans doute malheureusement aux forces, apparemment irrésistibles, qui les poussent à utiliser (légalement ou non) jusqu'à la dernière de ces ressources, malgré les conséquences. En 2013, le braconnage des rhinocéros dans le Parc national Kruger (Afrique du Sud) en réponse à la demande des marchés asiatiques et malgré la baisse des populations de rhinocéros, en est une illustration. L'exploitation minière est une autre menace redoutable. Elle constitue actuellement l'une des menaces les plus graves pour les aires protégées, même pour les sites du patrimoine mondial, car il est difficile, en particulier pour les économies en développement, de résister aux revenus très élevés que dégagent les exploitations minières.

Il est important de rester optimiste quant à l'avenir de la Terre et d'espérer que jamais les gains à court terme ne l'emporteront sur la protection des terres et des mers qui auront des valeurs exceptionnelles pour les générations à venir. Nous devons investir dans la santé d'une planète où la diversité de la vie peut perdurer, et où le patrimoine naturel des générations futures peut être conservé et géré efficacement. Il n'y a cependant aucun doute sur le fait

que les gestionnaires d'aires protégées feront face à de plus en plus de défis à l'avenir. Ces défis prendront la forme de nombreuses menaces environnementales, mais aussi de changements des contextes sociaux et politiques dans lesquels s'inscrivent les aires protégées. Ce livre cherche à équiper les gestionnaires d'aires protégées du XXIe siècle pour les aider à faire face à ces défis et pour que ces espaces protègent, sur le long terme, des valeurs trop précieuses pour être perdues.

Conclusion

On assiste au XXe et au début du XXIe siècle à une transformation très importante et pacifique de l'usage des terres et des mers sur lesquelles des aires protégées furent créées (et sont encore créées de nos jours) partout dans le monde. En 2014, les aires protégées couvrent 15,4 % des zones terrestres, 3,4 % des zones marines et 8,4 % des zones marines sous juridictions nationales (IUCN et UNEP-WCMC, 2014). Il est urgent de créer des aires protégées en réponse aux défis d'aujourd'hui et à ceux de demain, notamment face aux menaces liées à la perte d'habitats et au changement climatique.

Le Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CBD, 2011) met les nations au défi en fixant des cibles à atteindre pour les aires protégées (et d'autres mesures de conservation efficaces par zone) : 17 % pour les zones terrestres et 10 % pour les zones marines d'ici à 2020. Cela reflète la confiance accordée aux aires protégées pour conserver la nature. Cette confiance est basée sur l'expérience et sur des résultats réels en matière de conservation. Elle est aussi basée sur la clarté de l'objectif de ces aires.

Les aires protégées sont clairement définies ; leurs différentes catégories de gestion sont officiellement reconnues, y compris les six catégories de gestion de l'IUCN ; leurs différents types de gouvernance sont décrits ; et les principes de leur gestion sont clairement articulés. Les aires protégées gagnent également en efficacité grâce à une bonne planification et à une gestion active et compétente mise en œuvre par des gestionnaires formés. Elles aident à conserver la biodiversité et d'autres éléments du patrimoine naturel et culturel et constituent un investissement de toutes les générations dans un monde meilleur.

Lectures complémentaires

L'IUCN a publié un certain nombre de lignes directrices et d'autres documents importants sur la gouvernance et la gestion des aires protégées, dont beaucoup sont répertoriés dans l'annexe 2.1.

Cape Point, au Cap de Bonne-Espérance, parc national de la Montagne de la Table, Afrique du Sud : le parc abrite une partie de la végétation unique du Cap, une des flores d'espaces tempérés les plus riches au monde et qui comprend des fynbos (formation végétale dominée par des buissons). Le parc fait partie de la Région florale du Cap, bien du patrimoine mondial de l'UNESCO

Source : Graeme L. Worboys

Dans la réserve de la biosphère de Celestún une promenade en bois permet aux visiteurs de visiter la riche mangrove : les « cenotes » (cavernes d'eau douce), mangroves et estuaires de la réserve aident à protéger des groupes de flamants (*Phoenicopterus* sp.) et de hérons ; c'est un site important de repos et de reproduction des oiseaux et un lieu de ponte des tortues

Source : Graeme L. Worboys

Références

Lectures recommandées

- Ali, S. (ed.) (2007) *Peace Parks, Conservation and Conflict Resolution*, MIT Press, Cambridge, Mass.
- Amend, T., Brown, J., Kothari, A., Phillips, A. and Stolton, S. (eds) (2008) *Protected Landscapes and Agrobiodiversity Values*. Volume 1, Values of Protected Landscapes and Seascapes Series, IUCN WCPA Specialist Group on Protected Landscapes and GTZ on behalf of the Federal Ministry of Economic Cooperation and Development of Germany, Heidelberg.
- Barber, C. V., Miller, K. R. and Boness, M. (eds) (2004) *Securing Protected Areas in the Face of Global Change: Issues and strategies*, IUCN WCPA, Gland.
- Beltrán, J. (ed.) (2000) *Indigenous and Traditional Peoples and Protected Areas: Principles, guidelines and case studies*, IUCN, Gland.
- Bennett, A. F. (2003) *Linkages in the Landscape: The role of corridors and connectivity in wildlife conservation*, 2nd edn, IUCN Forests Program, Gland.
- Bennett, G. (2004) *Integrating Biodiversity Conservation and Sustainable Use: Lessons learned from ecological networks*, IUCN, Gland.
- Bernbaum, E. (1990) *Sacred Mountains of the World*, Sierra Club and University of California Press, Berkeley.
- Bertzky, B., Corrigan, C., Kemsey, J., Kenney, S., Ravilious, C., Besançon, C. and Burgess, N. (2012) *Protected Planet Report 2012: Tracking progress towards global targets for protected areas*, UNEP-WCMC, Cambridge.
- Bertzky, B., Shi, Y., Hughes, A., Engels, B., Ali, M. K. and Badman, T. (2013) *Terrestrial Biodiversity and the World Heritage List: Identifying broad gaps, and potential candidate sites for inclusion in the Natural World Heritage network*, IUCN, Gland, and UNEP-WCMC, Cambridge.
- Bishop, K., Dudley, N., Phillips, A. and Stolton, S. (2004) *Speaking a Common Language: The uses and performance of management categories for protected areas*, IUCN, Gland.
- Borrini-Feyerabend, G., Dudley, N., Jaeger, T., Lassen, B., Pathak Broome, N., Phillips, A. and Sandwith, T. (2013) *Governance of Protected Areas: From understanding to action*, Best Practice Series No. 20, IUCN, Gland.
- Borrini-Feyerabend, G., Kothari, A. and Oviedo, G. (2004) *Indigenous and Local Communities and Protected Areas: Towards equity and enhanced conservation*, IUCN, Gland.
- Braack, L., Sandwith, T., Peddle, D. and Petermann, T. (2006) *Security Considerations in the Planning and Management of Transboundary Conservation Areas*, WCPA Task Force on Transboundary Conservation, IUCN, Gland.
- Brockman, C. F. (1959) *Recreational Use of Wild Lands*, McGraw Hill, New York.
- Brown, J., Mitchell, N. and Beresford, M. (eds) (2005) *The Protected Landscape Approach: Linking nature, culture and community*, IUCN WCPA, Gland.
- Butchart, S. H. M., Scharlemann, J. P. W., Evans, M. I., Quader, S., Aricò, S., Arinaitwe, J., Balman, M., Bennun, L. A., Bertzky, B., Besançon, C., Boucher, T., Brooks, T. M., Burfield, I. J., Burgess, N. D., Chan, S., Clay, R. P., Crosby, M. J., Davidson, N. C., de Silva, N., Devenish, C., Dutson, G. C. L., Fernández, D. F. D. z., Fishpool, L. D. C., Fitzgerald, C., Foster, M., Heath, M. F., Hockings, M., Hoffmann, M., Knox, D., Larson, F. W., Lamoreux, J. F., Loucks, C., May, I., Millett, J., Molloy, D., Morling, P., Parr, M., Ricketts, T. H., Seddon, N., Skolnik, B., Stuart, S. M., Upgren, A. and Woodley, S. (2012) 'Protecting important sites for biodiversity contributes to meeting global conservation targets', *PLoS ONE* 7(3): e32529.
- Campbell, C. (ed.) (2011) *A Century of Parks Canada, 1911–2011*, University of Calgary Press, Calgary.
- Catlin, G. (1844) 'Letter No. 31', *Letters and Notes on the Manners, Customs and Condition of the North American Indians*, Wiley & Putnam, New York.
<user.xmission.com/~drudy/mtman/html/catlin/>
- Ceballos-Lascuráin, H. (1996) *Tourism, Ecotourism and Protected Areas*, Protected Areas Programme, IUCN, Gland.
- Chape, S., Blyth, L., Fish, P. and Spalding, M. (2003) *2003 United Nations List of Protected Areas*, IUCN, Gland, and UNEP-WCMC, Cambridge.

- Chape, S., Spalding, M. and Jenkins, M. (2008) *The World's Protected Areas: Status, values and prospects in the 21st century*, University of California, Berkeley.
- Commission on National Parks and Protected Areas (CNPPA) (1994) *Guidelines for Protected Area Management Categories*, IUCN, Gland.
- Convention on Biological Diversity (CBD) (2011) *Strategic Plan for Biodiversity 2011–2020 and the Aichi Targets*, Secretariat of the Convention on Biological Diversity, Montreal. <www.cbd.int/sp/targets/default.shtml>
- Davey, A. G. (1998) *National System Planning for Protected Areas*, IUCN, Gland.
- Dudley, N. (2008) *Guidelines for Applying Protected Area Management Categories*, IUCN, Gland.
- Dudley, N. and Phillips, A. (2006) *Forests and Protected Areas: Guidance on the use of the IUCN protected area management categories*, IUCN WCPA, Gland.
- Dudley, N. and Stolton, S. (eds) (2012) *Protected Landscapes and Wild Biodiversity. Volume 3, Values of Protected Landscapes and Seascapes Series*, IUCN WCPA Specialist Group on Protected Landscapes, Gland.
- Dudley, N., Stolton, S., Belokurov, A., Krueger, L., Lopoukhine, N., MacKinnon, K., Sandwith, T. and Sekran, N. (eds) (2010) *Natural Solutions: Protected areas helping people cope with climate change*, IUCN WCPA, The Nature Conservancy and Wildlife Conservation Society, Gland; The World Bank, Washington, DC; UNDP and WWF, New York.
- Eagles, P. F. J., McCool, S. F. and Haynes, C. D. (2002) *Sustainable Tourism in Protected Areas: Guidelines for planning and management*, IUCN, Gland.
- Emerton, L., Bishop, J. and Thomas, L. (2006) *Sustainable Financing of Protected Areas: A global review of challenges and options*, IUCN WCPA, Gland.
- Figgis, P. (2012) 'Innovation in conservation', in P. Figgis, J. Fitzsimons and J. Irving (eds) *Innovation for 21st Century Conservation*, pp. 10–15, Australian Committee for IUCN, Sydney.
- Figgis, P. and Koss R. (eds) (2012) *Conserving Australia's Marine Environment: Key directions statement*, Australian Committee for IUCN, Sydney.
- Figgis, P., Leverington, A., Mackay, R., Maclean, A. and Valentine, P. (2013) *Keeping the Outstanding Exceptional: The future of world heritage in Australia*, Australian Committee for IUCN, Sydney.
- Finlayson, B. and Hamilton-Smith, E. (2003) *Beneath the Surface: A natural history of Australian caves*, UNSW Press, Sydney.
- Government of Australia (2013) *Indigenous Protected Areas*, Australian Government, Canberra. <www.environment.gov.au/indigenous/ipa/>
- Graham, J., Amos, B. and Plumptre, T. (2003) Governance principles for protected areas in the 21st century, Paper prepared for the Fifth World Parks Congress, Durban, South Africa, Institute of Governance, Ottawa.
- Grove, R. (1995) *Green Imperialism: Colonial expansion, tropical island Edens and the origins of environmentalism, 1600–1860*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Hamilton, L. and McMillan, L. (2004) *Guidelines for Planning and Managing Mountain Protected Areas*, IUCN WCPA, Gland.
- Hamilton, L. S., Bauer, D. and Takeuchi, H. F. (1993) *Parks, Peaks and People: A collection of papers arising from an international consultation on protected areas in mountain environments held in Hawaii Volcanoes National Park 26 October – 2 November 1991*, East West Centre Program on Environment, IUCN Commission on National Parks and Protected Areas, Woodlands Mountain Institute and US National Parks Service, Honolulu.
- Hamilton, L. S., Mackay, J. C., Worboys, G. L., Jones, R. A. and Manson, G. B. (1996) *Transborder Protected Area Cooperation*, Australian Alps Liaison Committee, Canberra.
- Harmon, D. and Putney, A. D. (2003) *The Full Value of Parks: From economics to the intangible*, Rowman & Littlefield, New York.
- Harmon, D. and Worboys, G. L. (eds) (2004) *Managing Mountain Protected Areas: Challenges and responses for the 21st century*, IUCN WCPA, Andromeda Editrice, Colledara, Italy.

- Hitt, M. A., Black, S. and Porter, L. W. (2011) 'The nature of management', in A. Jayawardana (ed.) *Management and Organisations*, pp. 4–28, Pearson Australia, Sydney.
- Hockings, M., Stolton, S. and Dudley, N. (2000) *Evaluating Effectiveness: A framework for assessing the management of protected areas*, No. 6, IUCN, Gland.
- Hockings, M., Stolton, S., Leverington, F., Dudley, N. and Courrau, J. (2006) *Evaluating Effectiveness: A framework for assessing management effectiveness of protected areas*, 2nd edn, No. 14, IUCN WCPA, Gland.
- Holdgate, M. (1999) *The Green Web: A union for world conservation*, Taylor & Francis, London.
- Hornback, K. E. and Eagles, P. F. J. (1999) *Guidelines for Public Use Measurement and Reporting at Parks and Protected Areas*, IUCN, Gland.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) (2013) *Climate Change 2013: The physical science basis—Headline statements for policy makers*, Intergovernmental Panel on Climate Change, Geneva. <www.ipcc.ch/>
- International Union for Conservation of Nature (IUCN) (1992) *Protected Areas of the World: A review of national systems. Volume 1: Indomalaya, Oceania, Australia and Antarctic*, IUCN, Gland and Cambridge.
- International Union for Conservation of Nature (IUCN) (1994a) *Guidelines for Protected Area Management Categories*, IUCN, Gland and Cambridge.
- International Union for Conservation of Nature (IUCN) (1994b) *Parks for Life: Action for protected areas in Europe*, IUCN, Gland.
- International Union for Conservation of Nature (IUCN) (1995) *African Heritage 2000: The future of protected areas in Africa*, IUCN, Gland.
- International Union for Conservation of Nature (IUCN) (2005) *Benefits beyond Boundaries: Proceedings of the Vth IUCN World Parks Congress*, IUCN, Gland.
- International Union for Conservation of Nature (IUCN) (2010) *50 Years of Working for Protected Areas: A brief history of the IUCN World Commission on Protected Areas*, IUCN, Gland.
- International Union for Conservation of Nature, United Nations Environment Programme and World Wildlife Fund (IUCN/UNEP/WWF) (1980) *World Conservation Strategy: Living resource conservation for sustainable development*, IUCN, UNEP and WWF, Gland.
- International Union for Conservation of Nature, United Nations Environment Programme and World Wide Fund for Nature (IUCN/UNEP/WWF) (1991) *Caring for the Earth: A strategy for sustainable living*, IUCN, UNEP and WWF, Gland.
- International Union for Conservation of Nature (IUCN) and United Nations Environment Programme World Conservation Monitoring Centre (UNEP-WCMC) (2014) *The World Database on Protected Areas: August 2014*, UNEP-WCMC, Cambridge.
- Keenleyside, K., Dudley, N., Cairns, S., Hall, C. and Stolton, S. (2012) *Ecological Restoration for Protected Areas: Principles, guidelines and best practices*, No. 18, IUCN WCPA Ecological Task Force, Gland.
- Kelleher, G. (1999) *Guidelines for Marine Protected Areas*, No. 3, IUCN, Gland.
- Kelleher, G. and Kenchington, R. (1992) *Guidelines for Establishing Marine Protected Areas*, IUCN, Gland.
- Kopylova, S. L. and Danilina, N. R. (eds) (2011) *Protected Area Staff Training: Guidelines for planning and management*, No. 17, IUCN WCPA, Gland.
- Kothari, A. (2006) 'Community conserved areas: towards ecological and livelihood security', *Parks* 16(1): 3–13.
- Kothari, A., Corrigan, C., Jonas, H., Neumann, A. and Shrumm, H. (eds) (2012) *Recognising and Supporting Territories and Areas Conserved by Indigenous Peoples and Local Communities: Global overview and national case studies*, Secretariat of the Convention on Biological Diversity, CBD Technical Series No. 64, ICCA Consortium, Kalpavriksh and Natural Justice, Montreal.

- Langhammer, P. F., Bakarr, M. I., Bennun, L. A., Brooks, T. M., Clay, R. P., Darwall, W., de Silva, N., Edgar, G. J., Eken, G., Fishpool, L. D. C., da Fonseca, G. A. B., Foster, M. N., Knox, H. D., Matiku, P., Radford, E. A., Rodrigues, A. S. L., Salaman, P., Sechrest, W. and Tordoff, A. W. (2007) *Identification and Gap Analysis of Key Biodiversity Areas: Targets for comprehensive protected area systems*, No. 15, IUCN WCPA, Gland.
- Langholz, J. (2005) 'Seven myths about private protected areas', *Parks* 15(2): 14–16.
- Lausche, B. (2011) *Guidelines for Protected Area Legislation*, IUCN, Gland.
- Lausche, B., Farrier, D., Verschuuren, J., La Vina, A. G. M., Trouwborst, A., Born, C.-H. and Aug, L. (2013) *The Legal Aspects of Connectivity Conservation: A concept paper*, IUCN, Gland.
- Lockwood, M. (2006) 'Values and benefits', in M. Lockwood, G. L. Worboys and A. Kothari (eds) *Managing Protected Areas: A global guide*, pp. 101–15, Earthscan, London.
- Lockwood, M., Worboys, G. L. and Kothari, A. (2006) *Managing Protected Areas: A global guide*, Earthscan, London.
- MacKinnon, K., Dudley, N. and Sandwith, T. (2011) 'Natural solutions: protected areas helping people to cope with climate change', *Oryx* 45(4): 461–2.
- Mackinnon, K., Mackinnon, J., Child, G. and Thorsell, J. (1986) *Managing Protected Areas in the Tropics*, IUCN, Gland and Cambridge.
- Mallarach, J.-M. (ed.) (2008) *Protected Landscapes and Cultural and Spiritual Values. Volume 2, Values of Protected Landscapes and Seascapes Series*, IUCN WCPA Specialist Group on Protected Landscapes, GTZ and Obra Social de Caixa Catalunya, Kasperek Verlag, Heidelberg.
- Mallarach, J.-M. and Papayannis, T. (eds) (2007) *Protected Areas and Spirituality: Proceedings of the first workshop of the Delos Initiative*, IUCN WCPA Task Force on Cultural and Spiritual Values of Protected Areas, Gland, and Publicacions de l'Abadia de Montserrat, Montserrat.
- Muir, J. (1912) 'Hetch Hetchy Valley', in *The Yosemite*, Century, New York. <www.sierraclub.org/john_muir_exhibit/writings/the_yosemite/>
- Pathak, N. (2009) *Community Conserved Areas in India—A directory*, Kalpavriksh, Pune, India.
- Phillips, A. (2002) *Management Guidelines for Category V Protected Areas: Protected landscapes/seascapes*, No. 9, IUCN WCPA, Gland.
- Poore, D. (ed.) (1992) *Guidelines for Mountain Protected Areas*, IUCN Protected Area Programme Series No. 2, Gland.
- Ramsar (2013) *Introduction to Ramsar*. <www.ramsar.org/cda/en/ramsar-home/main/ramsar/1_4000_0>
- Rose, B. (2013) 'Indigenous protected areas—innovation beyond the boundaries', in P. Figgis, J. Fitzsimons and J. Irving (eds) *Innovation for 21st Century Conservation*, pp. 50–55, Australian Committee for IUCN, Sydney.
- Sandwith, T., Shine, C., Hamilton, L. and Sheppard, D. (2001) *Transboundary Protected Areas for Peace and Co-Operation*, No. 7, IUCN, Gland.
- Stolton, S. (2010) 'Protected areas: linking environment and well-being', in S. Stolton and N. Dudley (eds) *Arguments for Protected Areas: Multiple benefits for conservation and use*, pp. 1–12, Earthscan, London.
- Stolton, S. and Dudley, N. (2010) *Arguments for Protected Areas: Multiple benefits for conservation and use*, Earthscan, London.
- Taylor, M. and Figgis, P. (2007) *Protected Areas: Buffering nature against climate change. Proceedings of a WWF and IUCN World Commission on Protected Areas Symposium, 18–19 June 2007*, Canberra, WWF Australia, Sydney.
- Thomas, L. and Middleton, L. (2003) *Guidelines for Management Planning of Protected Areas*, No. 10, IUCN, Gland.
- Thorsell, J. (ed.) (1990) *Parks on the Borderline: Experience in transfrontier conservation*, IUCN, Gland.
- Theme on Indigenous and Local Communities Equity and Protected Areas and Theme on Governance, Equity and Rights (TILCEPA and TGER) (2008) *Recognising and supporting indigenous and community conservation: ideas and experiences from the grassroots*, CEESP Briefing Note 9, Commission on Environmental, Economic and Social Policy, IUCN, Gland.

- The Nature Conservancy (TNC) (2013) *Vision and Mission*, The Nature Conservancy, Arlington, VA. <www.nature.org/about-us/vision-mission/index.htm>
- Trzyna, T. (ed.) (2005) *The Urban Imperative: Urban outreach strategies for protected area agencies*, IUCN WCPA, Santa Monica Mountains Conservancy and InterEnvironment California Institute of Public Affairs, Sacramento.
- Trzyna, T. (2014) *Urban Protected Areas: Profiles and best practice guidelines*, IUCN WCPA Best Practice Guideline No. 22, IUCN, Gland.
- United Nations Environment Programme (UNEP) (2013) *GEO-5: Environment for the future we want*, Progress Press, Malta.
- United Nations Environment Programme World Conservation Monitoring Centre (UNEP-WCMC) (1992) *Protected Areas of the World: A review of national systems*, (4 vols), IUCN, Gland.
- United Nations Environment Programme (UNEP) (2007) *Global Environmental Outlook Geo-5: Environment for development*, UNEP, Nairobi.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) (2002) *Biosphere Reserves: On-ground testing for sustainable development*, UNESCO Man and the Biosphere Program, GTOZ Print Investments, t/a Capture Press, South Africa.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) (2010) *Global Geoparks Network: Guidelines and criteria for national geoparks seeking UNESCO's assistance to join the Global Geoparks Network*, UNESCO, Paris.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) (2011) *Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention*, UNESCO World Heritage Centre, Paris.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) (2013a) *World Heritage History*, UNESCO, Paris. <whc.unesco.org/en/convention/>
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) (2013b) *Parties to the World Heritage Convention*, UNESCO, Paris. <whc.unesco.org/en/statesparties/>
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) (2013c) *Man and the Biosphere Program*, UNESCO, Paris. <www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/ecological-sciences/man-and-biosphere-programme/>
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) (2013d) *Biosphere Reserve Designation Criteria*, UNESCO, Paris. <www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/ecological-sciences/biosphere-reserves/designation-process/>
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) (2013e) *About Geoparks*, UNESCO, Paris. <www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/earth-sciences/global-geoparks/some-questions-about-geoparks/what-is-a-global-geopark/>
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO) (2014) *What is the Global Geoparks Network?*, UNESCO, Paris. <www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/earth-sciences/global-geoparks/some-questions-about-geoparks/what-is-a-global-geopark/>
- Vershuuren, B., Wild, R., McNeely, J. A. and Oviedo, G. (2010) *Sacred Natural Sites: Conserving nature and culture*, Earthscan, London.
- Watson, J., Hamilton-Smith, E., Gillieson, D. and Kiernan, K. (1997) *Guidelines for Cave and Karst Protection*, WCPA Working Group on Cave and Karst Protection, IUCN, Gland.
- Wild, R. and McLeod, C. (2008) *Sacred Natural Sites: Guidelines for protected area managers*, No. 16, IUCN WCPA, Gland.
- Worboys, G. L. (2014) Research completed for the preparation of the protected area governance and management book, Unpublished Protected Area Historical Research Paper, The Australian National University, Canberra.
- Worboys, G. L., Francis, W. and Lockwood, M. (2010) *Connectivity Conservation Management: A global guide*, Earthscan, London.
- Worboys, G. L., Lockwood, M. and de Lacy, T. (2001) *Protected Area Management: Principles and practice*, Oxford University Press, Melbourne.

Worboys, G. L., Lockwood, M. and de Lacy, T. (2005)
Protected Area Management: Principles and practice,
2nd edn, Oxford University Press, Melbourne.

World Commission on Protected Areas (WCPA)
(1998) *Economic Values of Protected Areas: Guidelines
for protected area managers*, No. 2, Task Force on
Economic Benefits of Protected Areas for the IUCN
WCPA in collaboration with the Economic Service
Unit of IUCN, Gland.

World Commission on Protected Areas (WCPA)
(2000) *Financing Protected Areas: Guidelines for
protected area managers*, No. 5, Financing Protected
Areas Task Force, IUCN WCPA in collaboration
with the Economics Unit of IUCN, Gland.

World Resources Institute, International Union for
Conservation of Nature and United Nations
Environment Programme (WRI/IUCN/UNEP)
(1992) *Global Biodiversity Strategy: Guidelines for
action to save, study and use Earth's biotic wealth
sustainably and equitably*, IUCN, Gland.

Annexe 2.1

Publications clés de la CMAP-UICN et autres

Notez que, malgré des efforts fournis pour identifier un maximum de publications clés, cette liste n'est pas exhaustive.

Année	Titre	Référence
1973–1982		
1976	Création de Parks Magazine (est ensuite publié pour un certain temps)	Diverses
1980	World Conservation Strategy: Living resource conservation for sustainable development	IUCN et al. (1980)
1983–1992		
1986	Managing Protected Areas in the Tropics	Mackinnon et al. (1986)
1990	Parks on the Borderline: Experience in transfrontier conservation	Thorsell (1990)
1991	Le journal Parks reprend (est publié jusqu'en 2008 et reprend en 2012)	Diverses
1991	Caring for the Earth	IUCN et al. (1991)
1992	Global Biodiversity Strategy	WRI et al. (1992)
1992	Protected Areas of the World: A review of national systems (quatre volumes)	UNEP-WCMC and IUCN (1991)
1992	Guidelines for Establishing Marine Protected Areas	Kelleher and Kenchington (1992)
1992	Guidelines for Mountain Protected Areas	Poore (1992)
1992–2003		
1993	Parks, Peaks and People: A collection of papers arising from an international consultation on protected areas in mountain environments held in Hawaii Volcanoes National Park 26 October – 2 November 1991	Hamilton et al. (1993)
1994	Guidelines for Protected Area Management Categories	IUCN (1994a)
1994	Parks for Life: Action for protected areas in Europe	IUCN (1994b)
1995	African Heritage 2000	IUCN (1995)
1996	Transborder Protected Area Co-Operation	Hamilton, et al. (1996)
1996	Tourism, Ecotourism and Protected Areas	Ceballos-Lascuráin (1996)
1997	Guidelines for Cave and Karst Protection	Watson et al. (1997)
1998	National System Planning for Protected Areas: Best practice guideline (No. 1)	Davey (1998)
1998	Economic Values of Protected Areas: Guidelines for protected area managers (No. 2)	WCPA (1998)
1999	The Green Web: A union for world conservation	Holdgate (1999)
1999	Guidelines for Marine Protected Areas (No. 3)	Kelleher (1999)
1999	Guidelines for Public Use Measurement and Reporting at Parks and Protected Areas	Hornback and Eagles (1999)
1999	Linkages in the Landscape: The role of corridors and connectivity in wildlife conservation	Bennett (2003)
2000	Indigenous and Traditional Peoples and Protected Areas: Principles, guidelines and case studies (No. 4)	Beltrán (2000)
2000	Financing Protected Areas: Guidelines for protected area managers (No. 5)	WCPA (2000)
2000	Evaluating Effectiveness: A framework for assessing the management of protected areas (No. 6)	Hockings et al. (2000)
2001	Protected Area Management: Principles and practice	Worboys et al. (2001)
2001	Transboundary Protected Areas for Peace and Co-Operation (No. 7)	Sandwith et al. (2001)

Année	Titre	Référence
2002	Sustainable Tourism in Protected Areas: Guidelines for planning and management (No. 8)	Eagles et al. (2002)
2002	Management Guidelines for Category V Protected Areas: Protected landscapes/seascapes (No. 9)	Phillips (2002)
2003	Guidelines for Management Planning of Protected Areas (No. 10)	Thomas and Middleton (2003)
2003	The Full Value of Parks: From economics to the intangible	Harmon and Putney (2003)
2003–2014		
2004	Integrating Biodiversity Conservation and Sustainable Use: Lessons learned from ecological networks	Bennett (2004)
2004	Indigenous and Local Communities and Protected Areas: Towards equity and enhanced conservation (No. 11)	Borrini-Feyerabend et al. (2004)
2004	Speaking a Common Language: The uses and performance of management categories for protected areas	Bishop et al. (2004)
2004	Guidelines for Planning and Managing Mountain Protected Areas	Hamilton and McMillan (2004)
2004	Managing Mountain Protected Areas: Challenges and responses for the 21st century	Harmon and Worboys (2004)
2004	Securing Protected Areas in the Face of Global Change: Issues and strategies	Barber et al. (2004)
2005	Protected Area Management: Principles and practice (2e édition)	Worboys et al. (2005)
2005	The Urban Imperative: Urban outreach strategies for protected area agencies	Trzyna (2005)
2005	The Protected Landscape Approach: Linking nature, culture and community	Brown et al. (2005)
2005	Benefits beyond Boundaries: Proceedings of the Vth IUCN World Parks Congress, Durban South Africa, 8–17 September 2003	IUCN (2005)
2006	Security Considerations in the Planning and Management of Transboundary Conservation Areas	Braack et al. (2006)
2006	Managing Protected Areas: A global guide	Lockwood et al. (2006)
2006	Forests and Protected Areas: Guidance on the use of the IUCN protected area management categories (No. 12)	Dudley and Phillips (2006)
2006	Sustainable Financing of Protected Areas: A global review of challenges and options (No. 13)	Emerton et al. (2006)
2006	Evaluating Effectiveness: A framework for assessing management effectiveness of protected areas (2e édition) (No. 14)	Hockings et al. (2006)
2007	Peace Parks	Ali (2007)
2007	Protected Areas and Spirituality: Proceedings of the First Workshop of the Delos Initiative	Mallarach and Papayannis (2007)
2007	Identification and Gap Analysis of Key Biodiversity Areas: Targets for comprehensive protected area systems (No. 15)	Langhammer et al. (2007)
2007	Protected Areas: Buffering nature against climate change	Taylor and Figgis (2007)
2008	Sacred Natural Sites: Guidelines for protected area managers (No. 16)	Wild and McLeod (2008)
2008	Protected Landscapes and Agrobiodiversity Values. Volume 1 dans Values of Protected Landscapes and Seascapes	Amend et al. (2008)
2008	Protected Landscapes and Cultural and Spiritual Values. Volume 2 dans Values of Protected Landscapes and Seascapes	Mallarach (2008)
2008	Guidelines for Applying Protected Area Management Categories	Dudley (2008)
2010	Connectivity Conservation Management: A global guide	Worboys et al. (2010)
2010	Natural Solutions: Protected areas helping people cope with climate change	Dudley et al. (2010)
2010	Sacred Natural Sites: Conserving nature and culture	Verschuuren et al. (2010)
2010	Arguments for Protected Areas: Multiple benefits for conservation and use	Stolton and Dudley (2010)
2010	50 Years of Working for Protected Areas: A brief history of the IUCN World Commission on Protected Areas	IUCN (2010)
2011	IUCN Guidelines for Protected Area Legislation	Lausche (2011)

Année	Titre	Référence
2011	Protected Area Staff Training: Guidelines for planning and management (No. 17)	Kopylova and Danilina (2011)
2012	Ecological Restoration for Protected Areas: Principles, guidelines and best practices (No. 18)	Keenleyside et al. (2012)
2012	Protected Landscapes and Wild Biodiversity. Volume 3 dans Values of Protected Landscapes and Seascapes	Dudley and Stolton (2012)
2012	Innovation for 21st Century Conservation	Figgis et al. (2012)
2012	Conserving Australia's Marine Environment: Key directions statement	Figgis and Koss (2012)
2012	Le journal Parks est publié en ligne (la publication était interrompue depuis 2008)	Diverses
2013	Terrestrial Biodiversity and the World Heritage List	Bertzky et al. (2013)
2013	Keeping the Outstanding Exceptional: The future of world heritage in Australia	Figgis et al. (2013)
2013	The Legal Aspects of Connectivity Conservation	Lausche et al. (2013)
2013	Governance of Protected Areas: From understanding to action	Borrini-Feyerabend et al. (2013)
2014	Urban Protected Areas - Profiles and Best Practice Guidelines	Trzyna (2014)
2015	Protected Area Governance and Management	Worboys et al. (2015)

Ce texte est extrait du livre « Gouvernance et gestion des aires protégées »
édité par Graeme L. Worboys, Michael Lockwood, Ashish Kothari, Sue Feary et Ian Pulsford,
publié en 2020 par l'ANU Press, l'Australian National University, Canberra, Australie.

La reproduction de cette publication de l'ANU Press à des fins éducatives ou non commerciales est autorisée sans l'autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit clairement indiquée.
La reproduction de cette publication pour la revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans l'autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur.